

# INpreCOR

Numéro 312 du 29 juin au 12 juillet 1990 ♦ 15 FF 4 FS 85 FB

AFRIQUE  
DU SUD



Les dessous  
des négociations

## ALGERIE

Après le  
tremblement  
de terre

● URSS  
Congrès ouvrier

● CHINE  
Equilibrisme  
sur fond de crise

● SUEDE  
La fin du  
"modèle" ?



3

## ALGERIE

La rumeur des urnes  
Interview de **Chawki SALHI**

6

## ISRAEL

Les va-t-en guerre sont au pouvoir  
**Michel WARSHAWSKI**

8

L'émigration juive d'URSS  
**Antonio MOSCATO**

9

## UNION SOVIETIQUE

La Confédération du travail  
**Poul FUNDER LARSEN**

14

## AFRIQUE DU SUD

Les dessous des négociations  
**Peter BLUMER**



18

## CHINE

Un pouvoir dans l'incertitude  
**Roland LEW**

24

## SUEDE

Les ratés du "modèle"  
**Maria SUNDVALL**

28

## ROUMANIE

Le coup de grisou  
**Livio MAITAN**

## Michel Warshawsky condamné à huit mois de prison

Le 7 novembre 1989, notre camarade israélien Michel Warshawski avait été condamné à trente mois de détention dont vingt de prison ferme. A la suite d'une descente des services secrets israéliens, le Shin Beth, dans les locaux du Centre d'information alternatif (AIC), dont il est le directeur, il avait été accusé d'avoir imprimé une brochure sur la torture, attribuée à des militants palestiniens (voir Inprecor n° 297 du 13 novembre 1989). Après avoir fait appel devant la Cour suprême, Michel a finalement été condamné à huit mois de prison ferme et à douze mois avec sursis, le 28 juin 1990. Nous l'avons joint au téléphone à la veille de son incarcération.

IL FAUT signaler deux choses. D'une part, la Cour suprême a confirmé le verdict précédent scandaleux, à savoir que l'impression d'une brochure sur la torture attribuée à une organisation palestinienne — alors que sa provenance n'a jamais été prouvée — est un crime en soi. Cela impose, de fait, une censure préalable à n'importe quelle imprimerie. D'autre part, le fait que la sentence soit passée de vingt à huit mois fermes est une gifle à la fois pour le Shin Beth et pour la Cour précédente en montrant que nous avons réellement fait quelque chose de mal, mais qu'il ne fallait pas exagérer, que cela ne "valait" pas vingt mois de prison. C'est un verdict d'avertissement pour tous ceux qui désireraient s'approcher de "trop près" des Palestiniens et de leurs organisations. Ce qui est scandaleux, c'est le premier jugement et pas tant celui d'aujourd'hui : l'existence des lois d'exception léguées par les Britanniques, qui criminalisent toute organisation illégale — c'est-à-dire l'expression nationale du peuple palestinien à l'intérieur ou à l'extérieur — et ceux qui les soutiennent.

LA PRESSION internationale et la pression locale ont été très efficaces et ont également joué dans la réduction de la sentence. Ainsi, le Procureur était prêt à repousser de quinze jours l'application de la peine; quant au directeur général des prisons, il a donné son accord pour que je sois incarcéré dans une centrale considérée comme "facile".

MAINTENANT, la question est de savoir quelle sera la position du Shin Beth. Son conseiller juridique au tribunal faisait triste mine à l'énoncé du verdict et il est possible qu'ils essayent de se venger au niveau de la prison, sur deux tableaux : les conditions de détention, voire même avec des provocations ; et le refus de la réduction d'un tiers de la sentence, accordée même aux détenus de droit commun.

Il n'y a plus aucun recours, sauf une demande de grâce présidentielle, ce que nous n'avons aucune intention de faire car nous ne nous considérons pas coupables. La solidarité internationale doit dénoncer la base même de ce verdict qui s'appuie sur une juridiction d'exception.

Je ne crois pas qu'un seul Palestinien ait été condamné à une peine aussi lourde pour un "délit" similaire. C'est une sentence politique qui vise à mettre en garde les forces progressistes israéliennes de ne pas, comme l'a dit le juge, « s'approcher des Palestiniens et de leurs luttes ».

Michel Warshawsky

## INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle  
d'information et d'analyse  
publiée sous la responsabilité  
du Secrétariat unifié  
de la IVe Internationale.

Éditée par PEC  
(Presse-Édition-Communication)  
Administration :  
2 rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil, France.  
Tél : 48.59.00.80

Directeur de publication :  
Christian Lamotte.  
Commission paritaire numéro  
59117, ISSN 1 0294 - 8516.  
Imprimé par Rotographie.

Diffusé dans les librairies par  
Diffusion Populaire  
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS  
Tél : 45.32.06.23

## ABONNEMENT (24 numéros par an)

- Abonnement tous pays (voie de surface) :  
140 francs pour six mois . 280 francs pour un an.
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord,  
Moyen-Orient, DOM-TOM) :  
155 francs pour six mois . 310 francs pour un an.
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :  
180 francs pour six mois . 360 francs pour un an.
- Abonnement avion (Asie) :  
195 francs pour six mois ; 390 francs pour un an.
- Pli fermé : France :  
200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.
- Autres pays (voie de surface) :  
215 francs pour six mois, 430 francs pour un an.
- Pli fermé par avion : nous écrire.

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre  
de "PEC", à adresser à *Inprecor*,  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.  
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre,  
153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,  
compte numéro 230179/90.  
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal  
numéro 2.322.42 T Paris

Jeunes (moins de 25 ans) et chômeurs (100 F, six mois)

Réabonnement

Nom Prénom : .....

Rue : .....

Commune / Code postal : .....

Ville : .....

Pays : .....

# La rumeur des urnes

Alors que les résultats officiels des élections du 12 juin 1990 viennent d'être publiés par le ministère de l'Intérieur et que le principal dirigeant du Front islamique du salut (FIS) — vainqueur de ces élections —, Abassi Madani, demande la dissolution du Parlement et la convocation d'élections législatives, le président Chadli Bendjedid n'est toujours pas intervenu pour commenter le résultat du scrutin. Quelle que soit, en définitive, l'ampleur de la victoire du FIS, elle renforce un peu plus les incertitudes politiques quant à l'avenir de l'Algérie, qui traverse une grave crise économique.

*Inprecor* a rencontré Chawki Salhi, porte-parole du Parti socialiste des travailleurs (PST) qui, comme d'autres forces d'opposition au Front de libération national (FLN), a appelé au boycott de ces élections.

**INPRECOR : Quels sont les résultats exacts de ces élections ?**

Chawki SALHI : Nous n'avons pour l'instant que des résultats globaux — et pas encore le nombre de voix. Officiellement, le FIS aurait remporté 55 % des communes et 32 *wilayas* (départements) sur 46 ; le FLN se dit en deuxième position, avec 30 % des communes et 14 *wilayas* ; le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) est lui en troisième position avec 5 % des communes ; les indépendants, enfin, auraient le contrôle de quelques communes. Mais, en réalité, le résultat du FIS est amplifié, car toutes les grandes et moyennes villes ont été gagnées par les intégristes (avec des scores qui atteignent 70 ou 80 %) ; le FLN a maintenu son influence grâce aux communes rurales et à l'arrière-pays qui n'a pas encore enregistré la vague d'octobre (1), en quelque sorte, et qui est moins peuplé.

Le FLN a recueilli les voix des gens qui craignaient le FIS, souvent même dans l'opposition ; alors que ce dernier a largement dépassé la mouvance intégriste et touché les masses populaires qui ont voulu exprimer leur rejet du régime. Oran, la grande métropole de l'Ouest, où les islamistes existent à peine en tant qu'organisation, est passée dans les mains du FIS. Nous ignorons encore le nombre de voix que cela représente, alors que le taux d'abstention a été important. Ceci

éclairera donc différemment le scrutin ; il est possible que, dans nombre de cas, le FIS soit la plus grosse minorité. La loi électorale de Chadli permet, avec une majorité relative, d'emporter la majorité absolue dans chaque commune ; elle s'est retournée contre le FLN ! Le leader du FIS, Abassi Madani, annonce fièrement qu'il a six millions d'électeurs (sur douze millions environ d'inscrits et 8,4 millions de votants) : quoi qu'il en soit, le raz-de-marée est considérable.

L'abstention est l'autre élément clé de ce scrutin : le taux de participation a été de 65 %, et il faut rappeler que c'étaient les premières élections pluralistes depuis l'Indépendance en 1962. Cela montre le succès relatif du mot d'ordre de boycott qui a été avancé par une série de forces, notamment dans les deux départements de Kabylie où la participation n'a été que de 22 et 27 % ; ce sont aussi des régions plus politisées. A Alger, également, la participation a été faible — autour de 53 % — ce qui s'explique par la forte présence des berbérophones. Le mot d'ordre de boycott a été suivi de façon spectaculaire en Kabylie, minorisant le FIS, mais c'est bien le seul cas. Ailleurs, la peur de l'intégrisme a profité au FLN.

◆ **Le résultat apparaît comme un "vote sanction" contre le FLN. La participation d'une autre opposition aux élections aurait-elle changé la prééminence du FIS ?**



Il faut savoir que seuls le FLN et le FIS étaient présents dans la totalité des circonscriptions. Même s'il avait participé, le Front des Forces socialistes (FFS) d'Hocine Aït Ahmed (2) n'aurait pas pu être présent dans les 1 241 communes et remplir toutes les formalités administratives. Ces élections étaient d'emblée faussées et injustes et faites pour donner la majorité au FLN sur la base de son appareil national ; seul le FIS était, lui aussi, capable d'être dans toutes les circonscriptions, car il a une présence organisée tant en ville qu'à la campagne. En ce qui concerne les autres partis, et le FFS en particulier, ils auraient pu arracher une série d'élus, mais cela n'aurait pas empêché le FIS d'être majoritaire, vu la polarisation qui a précédé ces élections.

Il faut rappeler aussi que le pouvoir a monopolisé la télévision pendant toute la campagne ; les autres participants en étaient réduits à un affichage misérable sur les petits panneaux officiels.

Le FIS, par contre, a tenu des manifestations et des réunions avec ses militants dans les villes, les quartiers, etc. Le gouvernement a laissé faire, pensant que ces apparitions allaient pousser les gens à se tourner, par peur, vers le FLN.

◆ **A partir de l'analyse que tu fais là, la consigne de boycott semble avoir été contre-productive...**

Il faut tenir compte de la loi électorale et de la façon dont s'est déroulé le vote. Le FIS a, en outre, emprunté les méthodes du FLN lors du précédent scrutin — envahissant les bureaux de vote, il a utilisé des pressions et des méthodes "légales" qui sont ignobles (un homme a le droit de voter pour sa femme ; les intégristes ont donc voté pour leur femme, leur cousine, etc. ; les gens pouvaient voter sans pièce d'identité, et il y a eu des ramassages de cartes électorales dans les quartiers populaires par les militants du FIS). Cela ne signifie pas que le FIS n'aurait pas, de toute façon, réalisé un bon score. Si le boycott n'avait pas eu lieu, le FFS, le PST ou d'autres, qui ne se seraient présentés que dans les *wilayas* où ils auraient pu remplir les conditions administratives, n'auraient pas empêché la victoire du FIS mais aurait peut-être été moins importante. Le

1) Le 5 octobre 1988, des émeutes éclatèrent à Alger et dans le reste du pays, pour protester contre la hausse des produits de première nécessité. Le gouvernement décréta l'état de siège pour la première fois dans l'histoire du pays depuis l'indépendance ; la répression fit plus de 500 morts. Chadli ramena le calme en promettant des réformes démocratiques.

2) Le FFS est une organisation fondée par Hocine Aït Ahmed, dirigeant du FLN pendant la guerre de libération, passé à l'opposition après l'indépendance. La base principale du FFS est en Kabylie, région berbère à l'est d'Alger dont est originaire Aït Ahmed lui-même.

FFS, par ailleurs, aurait pu gagner toutes les communes de Kabylie, les enlevant au FLN ou au RCD, mais n'aurait pas été en mesure de disputer la place au FIS qui aurait donc sûrement gagné le scrutin, mais pas de façon aussi nette.

Si le mot d'ordre de boycott n'avait pas été avancé nous connaîtrions actuellement une situation de désespoir : le taux d'abstention prouve l'existence de réserves politiques qui ne se sont pas encore exprimées et souligne que la loi électorale faussait les choses.

◆ *Comment expliquer cet attrait pour le FIS ? En négatif, on peut interpréter ce phénomène comme un rejet du FLN, mais en positif...*

Outre les caractéristiques de la montée de ce type de courants dans le monde, les intégristes algériens ont bénéficié essentiellement du fait que toutes les activités politiques publiques ont été entravées par l'action du président Chadli pendant l'année qui a suivi les événements d'octobre 1988 : interdiction des meetings, complications administratives pour la légalisation des organisations, etc. Par le réseau des mosquées, durant cette période, les intégristes ont été capables de maintenir une activité de propagande importante et très virulente à l'égard du régime. Cela leur a valu, par exemple, une audience importante dans les quartiers populaires d'Alger. Ils tenaient un discours très radical contre le régime, alors que l'opposition tolérée dans les médias — qui n'était pas muselée comme nous — avait un ton beaucoup plus modéré.

Lorsque le leader du FFS, Aït Ahmed, est rentré en Algérie, il a déclaré que Chadli était « le président de tous les Algériens », contrairement à ce que le FIS disait dans les mosquées.

L'appel au "consensus national" lancé par le FLN n'a pas épargné le FFS, qui a demandé le report des municipales, comme tous les partis qui ne contestaient pas au fond la légitimité du régime. Lorsque Aït Ahmed a été voir Chadli, il a tenu des propos très décevants, se félicitant des promesses de démocratisation de la campagne que lui avait faites le président ; mais lorsqu'il est passé à la télévision, par contre, en février, il a protesté de façon beaucoup plus vigoureuse, exigeant l'élection d'une Assemblée constituante, insistant sur les droits des femmes et des Berbères, etc.

Le FFS s'est alors engagé dans une opposition résolue et son activité s'est étendue au-delà des régions kabyles. Mais le FIS avait pris de l'avance, grâce à son ancrage dans les quartiers populaires depuis plus longtemps et parce qu'il était

peut-être identifié — y compris par la presse internationale — aux événements d'octobre. A ce sujet, il faut signaler que les médias internationaux continuent d'écrire que les morts d'octobre étaient des islamistes, ce qui est faux ! Les torturés et les emprisonnés des émeutes étaient surtout des militants de gauche, du Parti d'avant-garde socialiste (PAGS, le Parti communiste algérien) ; les islamistes étaient minuscules à cette époque et s'étaient limités à une petite manifestation sur la place du Premier Mai... Mais il est certain que, du fait de l'échec des autres alternatives laïques et en l'absence d'option plausible, à la fin de 1988, ils ont récupéré les grandes manifestations contre la torture ou pour la démocratie. Le FIS apparaît surtout comme le parti du peuple des quartiers les plus démunis d'Algérie : cette image a contribué à étendre son influence.

Le FLN, lui, a subi un coup terrible, dans la dernière période, lorsque le détournement de 26 milliards de dollars par un ancien Premier ministre du régime a été rendu public ; il a tenté de contrer cette campagne en révélant les actes de violence commis, notamment, contre des femmes, par des militants intégristes.

Cette campagne, très virulente, a momentanément isolé ces derniers, y compris dans les quartiers populaires. Leur manifestation du 17 mai 1990 qui était énorme — seul le FLN a pu faire mieux, après coup — a provoqué un sursaut effrayé du pouvoir ; on a appris que les gens y étaient entraînés de force par les intégristes. Le régime a fait une campagne très maladroite en annonçant qu'il "revenait", enterrant la peur du FIS, qui a alors occupé le terrain.

◆ *Face à la corruption du régime, le FIS a pu utiliser un argument moral — à contenu religieux.*

C'est surtout le rejet du gouvernement qui est à l'origine du vote pour le FIS : la corruption, mais aussi les aspirations à la liberté, à la souveraineté, les facteurs démocratiques en somme. Paradoxalement c'est un courant autoritaire et rétrograde qui a polarisé les voix qui exigeaient le départ de la dictature et même les revendications des plus démunis qui espèrent que la République islamique résoudra leurs problèmes immédiats. Nombre d'électeurs du FIS ont voté pour avoir un logement, un emploi, etc. Au niveau électoral, le FIS a engrangé des voix qui vont bien au-delà de ceux qui suivent son discours.

Il existe, évidemment, un noyau dur islamiste qui a un discours moral et qui exige l'application de la Charia, la loi islamique ; mais la religiosité est un élé-



ment beaucoup plus important que l'intégrisme. Le regain du spiritualisme et de la religiosité est énorme actuellement en Algérie, même au-delà du vote pour le FIS.

◆ *Est-ce qu'il existe réellement différentes lignes à l'intérieur du FIS, comme la presse le laisse entendre ?*

On y trouve un noyau dur intégriste dans le FIS qui ne correspond pas à son écho électoral beaucoup plus large, dépassant les gens qui croient que l'avènement de la République islamique résoudra tout. Au niveau de la direction du FIS, il existe une différence très nette. D'une part, il y a Ali Belhadj, dirigeant prestigieux du FIS et un de ses orateurs les plus appréciés dans les quartiers populaires, qui s'appuie sur la révolte des jeunes chômeurs, des laissés-pour-compte, etc., et dont le discours contre le régime est très radical ; de l'autre côté, on trouve Abassi Madani et autres notables qui, eux, sont beaucoup plus modérés, et seraient prêts à pactiser avec le régime. Madani a même déclaré qu'il avait fait voter FLN là où le FIS ne se présentait pas... Il prépare la dictature intégriste, avec un discours rassurant dans les médias, alors que certains courants ne prennent aucune précaution de langage.

La victoire électorale renforce le courant Madani et crédibilise une démarche pacifique pour aboutir à la mainmise totale du FIS sur le pays. La vague de violence qui a secoué l'Algérie en avril 1990 — contre des salles de cinéma, contre des jeunes filles, etc. — était le fait d'une tendance intégriste radicale qui n'admettait pas les consignes de prudence électorale de Madani. Mais, dans l'euphorie actuelle, il n'y a aucune contestation de sa prééminence ; ceux qui prônent une attitude "démocratique" et conciliatrice l'ont emporté.

◆ *Comment va se comporter le pouvoir par rapport au FIS ? Et quelle attitude prendra ce dernier ? Les élections parlementaires que réclamaient les intégristes vont-elles se tenir ?*

L'opinion est très choquée, la ville chuchote, il n'y a plus aucune expression politique, ni du côté du FIS, ni de celui du FLN. La grève des distributeurs de journaux aggrave la confusion. Mais, dans les quartiers, les militants du FIS réapparaissent ; par exemple, lors de la grève des éboueurs d'Alger, leurs militants ont nettoyé les rues. Des manifestations de rue ont eu lieu à certains endroits, mais on ne sent pas de tension particulière.

Le FIS réclame la dissolution de l'Assemblée et de nouvelles élections parlementaires. Mais les dirigeants du FIS expliquent que ça ne les dérangerait pas de garder Chadli : leur démarche ne se veut donc pas agressive pour l'instant.

Le régime a subi un choc très fort, mais il semble que les sondages lui avaient indiqué le résultat une semaine avant le scrutin. Si le nombre de voix du FIS n'a toujours pas été publié, c'est peut-être pour en minimiser la portée. Le FLN doit reconquérir le corps électoral qui est passé au FIS, il essaye donc d'en diminuer l'impact et peut-être aussi de mettre en avant le RCD, comme troisième force, grâce à l'image faussée que donnent les résultats par commune (le RCD en aurait gagné 80 en Kabylie).

Chadli, à en croire certains, serait prêt à une cohabitation avec le FIS ; selon d'autres, il chercherait à faire une "coalition" large contre le FIS, une sorte de "majorité présidentielle". On ne sait pas encore sur quoi cela débouchera. En tout cas, toutes les démarches du FLN tendent à discréditer les forces qui ont appelé au boycott au profit du RCD — qui, lui, serait aux premières loges de cette alliance.

Aït Ahmed a aussi l'intention de créer une alliance, une troisième force, qui apparaîtrait comme une alternative démocratique bourgeoise à la fois aux intégristes et au pouvoir, mais il ne dispose pas des moyens de propagande nécessaires et souffre d'une déception dans ses troupes qui sont effrayées par le résultat du boycott.

Si les battus des élections (le RCD, le PAGS, etc.) se regroupent, ils peuvent devenir une véritable force d'appoint au FLN et permettre au régime de se maintenir. Cela s'oppose, évidemment, au projet d'Aït Ahmed.

Quant à Ben Bella (3) il a, lui, le projet déclaré de rassembler tout le monde, y compris le FIS, et de jouer un rôle bonapartiste.

En tout cas, aucune force de rassemblement n'aura de l'avenir si elle ne dénonce pas clairement le FLN ; les moyens de l'Etat que ce dernier peut utiliser risquent d'empêcher la cristallisation d'une réelle alternative indépendante.

La pression va dans le sens des grands blocs qui ont polarisé ces élections (d'un côté le FLN et de l'autre le FIS).

Il va falloir faire un réel travail de conviction auprès de la population pour briser l'image du FIS en tant qu'alternative démocratique ; seul un radicalisme social laïque peut dénoncer le double langage des intégristes et en détacher les jeunes.

◆ *Excluez-vous une alliance démocratique avec des forces qui ne sont pas au pouvoir, comme le FFS ?*

Le PST s'est toujours déclaré prêt à une alliance avec toutes les forces pro-



gressistes sur des questions démocratiques précises, pour agir ; nous avons même défendu, avec certains éléments proches du pouvoir, le droit des femmes à travailler. Nous pourrions constituer un front pour le contrôle des prochaines élections, ou pour exiger des changements de la loi électorale. Mais, pour faire une alliance électorale, les problèmes sont autres. Nous devons nous battre pour un programme électoral qui défende les intérêts des travailleurs ; nous ne voulons surtout pas cautionner un programme de libéralisation économique.

Dans le cadre de la pression électorale qui va s'exercer et de la bipolarisation, nous ne donnerons sûrement pas une caution à des bourgeois pro-impérialistes, au nom d'une quelconque alliance "modérniste" contre le FIS. Nous n'allons pas faire alliance avec la dictature de Chadli contre celle, future, de Madani !

Depuis les élections, on assiste à une reprise des grèves, même si la vie syndicale ne s'est pas améliorée. Les éboueurs, par exemple, se sont mis en grève pour protester contre les attributions de logements aux cadres. Le FIS a tenté de briser

leur action, tout en leur faisant des promesses. Les postiers partent en grève, comme les pompistes — ce qui va provoquer une pénurie d'essence —, les enseignants du supérieur aussi, etc. Il y a donc un climat social curieux, vu la morosité politique ambiante.

Nous devons continuer de nous battre sur le terrain démocratique contre le régime actuel et contre les projets dictatoriaux du FIS, en ne laissant pas le monopole du radicalisme aux islamistes.

Nous devons, en outre, contrer ceux qui, paniqués par la victoire du FIS, peuvent être tentés d'abandonner le combat socialiste. Il y a même des gens qui se résignent à la dictature de Chadli, et espèrent barrer la route au FIS en abandonnant la bataille pour des élections démocratiques, ce qui serait un suicide.

◆ *Comment le mouvement des femmes vit-il la victoire du FIS ?*

Des dirigeantes d'associations qui, récemment encore, soulignaient, à juste titre, la responsabilité du pouvoir dans la situation des femmes (le Code de la famille, par exemple) ont

déclaré qu'elles avaient voté FLN, pour s'opposer au FIS... Les pressions pour le repli sur une sorte de "front moderniste" ne manqueront pas de s'exercer aussi dans le mouvement des femmes (Voir *Inprecor* n° 305 du 23 mars 1990).

Lors de la grève des enseignants, le FIS avait demandé que les femmes rentrent à la maison ; en avril 1990, Madani était contraint de reconnaître le droit des femmes au travail : ceci témoigne de l'impact du mouvement des femmes et des forces démocratiques !

Dans le mouvement berbère, en Kabylie, il y aura aussi de fortes pressions pour la constitution d'un bloc avec le FFS, sur n'importe quelles bases. ★

Propos recueillis par Salah Jaber  
19 juin 1990

3) Ahmed Ben Bella, dirigeant du FLN pendant la guerre de libération, a été président de l'Algérie indépendante de 1963 à 1965, avant d'être renversé par le chef de l'armée Houari Boumediène.

Après plusieurs années de prison en Algérie, Ben Bella a fondé en exil le Mouvement pour la démocratie algérienne (MDA).

# Les va-t-en-guerre sont au pouvoir

L'Etat d'Israël a enfin un gouvernement. Après deux mois et demi de crise institutionnelle (1), les députés viennent de donner l'investiture à une coalition de partis de droite, d'extrême droite et d'intégristes dans lequel même Yitzhak Shamir fait figure de modéré ! Même si Ariel Sharon n'est pas ministre de la Défense, la coalition gouvernementale est la plus intransigeante que l'Etat d'Israël ait jamais connu ; on trouve côte à côte les partisans du Grand Israël, les dirigeants colons du Goush Emounim, les artisans de la guerre du Liban et du massacre de Sabra et Chatila, et des rabbins qui rêvent à un Etat théocratique régi par les lois de la Torah.

Michel WARSHAWSKY



IL EN A FALLU des retournements de veste, des trahisons, de transfuges, des corruptions d'individus et de partis entiers pour que Shamir puisse annoncer qu'il avait réussi à rassembler les 61 députés nécessaires à une majorité parlementaire, surtout qu'une partie des dirigeants du Likoud manœuvrait pour un nouveau gouvernement d'Union nationale afin de tenter de regagner un consensus dans le public israélien et de freiner l'érosion réelle dans les rapports américano-israéliens. Mais Sharon et David Levy ont réussi à imposer un gouvernement d'extrême droite, seule chance pour eux de se placer dans la course à la succession de Shamir.

La crise qui a mis fin au gouvernement d'Union nationale a certes été entretenue par les manœuvres des petits partis et prolongée par la mentalité profondément corrompue de la classe politique israélienne, mais les causes qui l'ont provoquée sont beaucoup plus profondes, il faut le rappeler : le soulèvement palestinien dans les territoires occupés a débloqué une situation qui était gelée, si ce n'est depuis 1987, du moins depuis les accords de Camp David en 1978. Même lors de la guerre du Liban, en 1982, dont l'objectif pour ceux qui en avaient pris l'initiative était d'atteindre cet objectif, le rapport de forces entre Israël et le monde arabe — et

plus particulièrement entre Israël et le mouvement national palestinien, même si ce dernier avait souffert une défaite militaire réelle — n'a pas pu être qualitativement changé.

## La révolte des pierres

En se soulevant, les masses palestiniennes de Cisjordanie et de la bande de Gaza rendaient caduque le mode de domination de l'armée israélienne dans les territoires occupés, et plaçaient à l'ordre du jour de la société israélienne et de la communauté internationale la nécessité de trouver une alternative au type d'occupation imposée par le rapport de forces de 1967-1973. C'est autour de cette alternative que s'est polarisée la société israélienne et sa classe dirigeante. D'un côté, ceux qui, conscients du prix que toute solution militaire supposerait pour la société israélienne — en termes de risques militaires incalculables, d'isolement international, de cassure interne — recherchent la voie d'un désengagement et donc de négociations israélo-palestiniennes ; de l'autre, ceux qui, refusant de céder ce qu'ils considèrent comme la "terre de la patrie", sont prêts à prendre tous les risques, y compris une confrontation militaire globale dans la région. Les formules intermédiaires susceptibles de préserver une unité de façade, et surtout de gagner du temps, n'ont pas pu résister à l'impact de l'Intifada que les centaines de morts et les milliers de blessés n'ont pu écraser. L'ultimatum du secrétaire d'état américain James Baker aux autorités israéliennes, il y a cinq mois, n'était rien

d'autre que la mise au pied du mur du gouvernement israélien afin qu'il choisisse entre la négociation et l'aventure militaire.

« C'est un gouvernement de guerre » a affirmé le chef de l'opposition travailliste lors du vote d'investiture ou, si selon les termes plus nuancés du président égyptien Hosni Moubarak : « Si l'on ne progresse pas vers la paix, la guerre devient inévitable, et ce gouvernement semble tourner le dos au processus de paix dans la région. »

A première vue, l'option belliciste semble encore être une vue de l'esprit des généraux à la retraite incapables de lire la carte politique internationale et qui croient que tout peut être réduit à un échange de coups de feu sur un champ de bataille. Le dégel entre les grandes puissances et la politique de solution imposée par ces puissances aux conflits locaux semblent exclure l'option militaire du gouvernement israélien. Pourtant, les choses sont plus compliquées que cela et une certaine jonction peut se faire entre la politique du général Ariel Sharon, l'homme fort du nouveau gouvernement, et les choix de l'Administration nord-américaine. Pour Sharon, la guerre est le moyen nécessaire à une nouvelle redistribution des cartes, et en particulier à la "liquidation de la question palestinienne".

## Que cherchent les Etats-Unis ?

Les deux éléments qui devraient faire hésiter le gouvernement devant une nouvelle aventure belliciste — à savoir les intérêts américains d'une part, et la division profonde au sein du public israélien, d'autre part — ne font pas peur à Sharon. A ses yeux, l'importance stratégique d'Israël pour l'impérialisme est telle que ce dernier sera toujours obligé de soutenir, *post factum*, les initiatives israéliennes, et, quoi qu'il en soit, n'utilisera jamais de pressions substantielles contre l'Etat juif. En ce qui concerne le public israélien, Sharon reste persuadé, même après la guerre du Liban, qu'une guerre, si elle est victorieuse, cimentera l'"Union sacrée", et que la prochaine sera évidemment la plus grande victoire de l'histoire moderne.

Une orientation de ce genre peut-elle se conjuguer avec l'option d'un compromis négocié défendue par les Etats-Unis ? Oui, si l'on se souvient qu'au Proche-Orient, en tout cas, guerre et paix ne sont pas nécessairement antithétiques. En 1973, désespérant de parvenir à des négociations à froid entre Israël et les Etats arabes, Henry Kissinger avait laissé mon-

(1) Voir *Inprecor* n° 306 du 6 avril 1990.

ter la température et vu d'un œil favorable un conflit militaire, limité et contrôlable, qui, grâce au rôle que jouerait le soutien nord-américain au cours de l'affrontement, permettrait à Washington de se poser en arbitre et d'imposer une solution négociée. La guerre d'octobre 1973 a été un élément indispensable de la stratégie qui a mené finalement au traité de paix israélo-égyptien.

Certes, les risques sont grands, et les rapports de forces militaires actuels risquent de rendre très difficile toute tentative de mener une guerre "limitée et contrôlable" mais l'option, du point de vue de l'impérialisme, existe : ce qui ne peut être imposé à Israël "à froid" peut l'être beaucoup plus facilement à l'issue d'un conflit armé. C'est sans doute ce qu'a voulu faire comprendre le secrétaire d'Etat James Baker, quand il a dit aux dirigeants israéliens, la semaine dernière : « *Quand vous serez sérieux sur la question des négociations, téléphonez-moi* », laissant entendre que si Shamir et Sharon voulaient jouer à la guerre, ils seraient tôt ou tard obligés d'appeler la Maison blanche, ne serait-ce que pour avoir des munitions...

Certains commentateurs croient que, précisément à cause de son image de marque d'extrême droite, le nouveau gouvernement va être plus apte à prendre des mesures favorables à une réduction de la tension dans les territoires occupés qu'un cabinet travailliste, voire à ouvrir des négociations avec les Palestiniens.

L'invitation faite cette semaine à un haut fonctionnaire de l'Organisation des Nations-Unies (ONU) à se rendre comme observateur dans les territoires occupés serait une première concession du nouveau gouvernement, et l'on parle aussi de la réouverture prochaine des universités dans ces zones. Mais il est douteux que cela aille plus loin : sans parler de l'intransigeance de Shamir et de Sharon, le gouvernement actuel est trop dépendant des voix des partis d'extrême droite pour s'opposer, par exemple, à l'établissement de nouvelles colonies dans les territoires occupés ou à des mesures répressives nouvelles visant, comme l'a promis Sharon, à « *liquider une fois pour toutes* » l'Intifada.

Shamir n'est pas De Gaulle, mais un Premier ministre pieds et poings liés par les diverses forces politiques et sociales

dont dépend son gouvernement ; ceci signifie nécessairement, comme l'ont montré les journées de mobilisation sans précédent qui ont suivi le massacre de Rishon-le-Zion (2), une escalade de l'Intifada et de nouveaux nuages dans les relations entre Israël et l'Administration nord-américaine.

### Une course de vitesse

Si pendant les quinze derniers mois, l'opinion publique, aussi bien locale qu'internationale, s'est focalisée sur le mirage d'une négociation israélo-palestinienne imminente — et les spécialistes se sont passionnés autour de problèmes tels que les "10 points" de H. Moubarak, les "5 points" de J. Baker ou le statut des Palestiniens de Jérusalem ayant une résidence secondaire à Jéricho — la formation du nouveau gouvernement israélien va permettre un réajustement et une approche plus réaliste de la situation : un soulèvement populaire que rien n'a pu réduire jusqu'à présent et une volonté de la part des autorités israéliennes de se donner, enfin, les moyens permettant non seulement de fermer ce qu'ils voudraient considérer comme une parenthèse désagréable, mais peut-être aussi de ramener le peuple palestinien à la situation antérieure à 1967 — à savoir, un peuple atomisé de réfugiés, sans cadre politique et sans direction.

La direction nationale palestinienne, à l'intérieur des territoires comme à Tunis, l'a compris, qui a appelé l'opinion publique internationale à mettre au centre de ses préoccupations la protection de la population palestinienne des territoires occupés, y compris l'envoi de forces militaires internationales. Le bien fondé d'une telle revendication n'a pas échappé aux autorités israéliennes qui, après avoir systématiquement affirmé pendant 23 ans ne pas être concernées par la IV<sup>e</sup> Convention de Genève — la Cisjordanie et la Bande de Gaza n'étant pas réellement des territoires occupés — se réfugient maintenant derrière ce même texte pour affirmer être seuls responsables de la protection des habitants de Cisjordanie et de Gaza.

Les mouvements pacifistes et les organisations non gouvernementales viennent de reprendre à leur compte cette revendication de protection internationale et préparent pour l'automne 1990 une

campagne internationale exigeant protection internationale et sanctions économiques. Ciara Ingraio, une des dirigeantes du mouvement de la paix israélien qui avait été à l'initiative de la mobilisation internationale "1990 — Time for Peace", a affirmé : « *En 1989, nous avons centré notre campagne sur la paix et sur la nécessité de négociations avec l'OLP. Aujourd'hui, malheureusement, ce ne sont pas les négociations qui sont à l'ordre du jour, mais le droit à la vie des Palestiniens des territoires occupés. C'est cette urgence qu'il faut faire passer dans l'opinion publique internationale, et centrer notre nouvelle campagne autour des devoirs de la communauté internationale pour protéger les hommes et les femmes de Palestine contre le danger réel d'un massacre.* »

En Israël, le mouvement de la paix est divisé sur cette question ; "La Paix maintenant" refusant de reprendre à son compte une revendication qui impliquerait une ingérence étrangère dans ce qui, même aux yeux de la majorité des pacifistes israéliens, reste la chasse gardée de la souveraineté israélienne. Ce qui, par contre, commence à être sérieusement discuté par les courants proches de ce mouvement, y compris dans les médias, c'est la perspective d'une désobéissance civile élargie — y compris le refus de servir dans les territoires occupés — face à un gouvernement qui n'a que peu de légitimité aux yeux de 50 % de la population israélienne. Un refus massif de servir dans les territoires serait sans aucun doute la meilleure des protections que le mouvement de la paix israélien pourrait offrir aux Palestiniens, mais une telle décision ne se prendra pas rapidement et le gouvernement fera tout pour l'empêcher, y compris une nouvelle aventure militaire.

C'est à une course de vitesse que se livrent maintenant le gouvernement israélien d'une part, et le peuple palestinien, de l'autre. L'élargissement de l'Intifada au monde arabe — et en particulier à la Jordanie — pousse les directions arabes et impérialistes à chercher à imposer une solution négociée avant qu'il ne soit trop tard.

En approfondissant leur lutte, les habitants de Cisjordanie et de Gaza ne font pas seulement progresser leur libération nationale, ils limitent également les marges de manœuvre bellicistes du nouveau gouvernement. La clef qui peut fermer la voie de la guerre se trouve dans les mains de la population palestinienne des territoires occupés. ★

Jérusalem, 18 juin 1990

2) Voir *Inprecor* n°310 du 1er juin 1990.

# L'émigration juive d'URSS

En février 1990, une grève générale des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza a mis l'opinion publique internationale face au problème de l'immigration massive des Juifs soviétiques en Israël, que le gouvernement Shamir essaie par tous les moyens de convaincre à s'installer dans les territoires occupés en 1967.

Antonio MOSCATO



CE PROBLEME n'est pas nouveau mais, jusqu'à présent, la direction de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) avait essayé de le résoudre par la négociation diplomatique avec

l'Union soviétique (URSS). Gorbatchev est soumis à toutes sortes de pressions, presque toujours beaucoup plus efficaces que celles de l'OLP. D'abord, la campagne internationale sur les droits de l'homme qui l'a poussé à laisser partir tous les citoyens appartenant à des groupes ethniques opprimés dont le droit à l'émigration est appuyé par un Etat ou même seulement par des groupes de compatriotes à l'étranger. Le droit à l'émigration a ainsi été très largement octroyé non seulement aux Juifs mais aussi aux Allemands de la Volga et aux Arméniens.

L'émigration juive, soumise pendant les trois dernières décennies à une législation très instable, avait toujours été conditionnée par les négociations avec les Etats-Unis (et par conséquent avec les puissantes institutions juives et le lobby pro-israélien de ce pays), mais non pas directement avec Israël.

Pendant les dix dernières années, 70 à 90 % des citoyens soviétiques d'origine juive qui obtenaient l'autorisation, s'arrê-

taient à Vienne ou à Rome, après avoir quitté l'URSS, dans l'attente d'un visa pour les Etats-Unis ou le Canada. Paradoxalement, parmi la petite minorité qui acceptait de se rendre en Israël, un certain nombre n'était même pas d'origine juive, mais cherchait simplement à trouver un hébergement plus confortable que celui qu'assurent les autorités italiennes.

Aujourd'hui, la situation a changé radicalement. Pour différentes raisons, l'URSS a amorcé un rapprochement avec Israël, rétablissant, de fait, des relations diplomatiques.

Mais Gorbatchev et Chevarnadze sont allés bien au-delà. Ils ont accepté de discuter avec les représentants israéliens des modalités d'une véritable déportation des Juifs soviétiques — sans jamais avoir le courage de l'avouer à l'opinion publique internationale — qui a suscité, à juste titre, l'indignation de la minorité juive démocratique et anti-raciste d'Israël.

## Exode volontaire ?

Pour empêcher l'exode vers d'autres pays de 90 ou 95 % d'une émigration juive qui ne montre pas le moindre intérêt pour le "retour à la terre des ancêtres", les dirigeants israéliens ont agi sur deux plans : d'un côté, ils ont demandé et obtenu

promises". Les Etats-Unis, quant à eux, ont subordonné la concession à l'URSS du statut de "nation la plus favorisée" dans les relations commerciales (octroyée en 1989 à presque tous les pays d'Europe de l'Est) à l'établissement du pont aérien direct.

L'Union soviétique a eu quelques hésitations et a préféré, pour l'instant, ne permettre que de rares vols directs, en donnant la priorité aux vols via Bucarest (jamais interrompus, grâce aux très bonnes relations que Ceausescu entretenait avec Israël), ou via Budapest. Cette attitude n'est pas uniquement le fruit des pressions extérieures. Dans beaucoup de ces pays (à commencer par la Pologne, où un ministre "communiste", Moczar, fit ré-imprimer par l'armée le pamphlet antisémite notoire que sont les *Protocoles des Sages de Sion*), l'anti-sionisme officiel avait souvent pris des tournures antisémites amenant nombre d'opposants à se méfier de toute critique envers Israël — y compris celles qui étaient justifiées.

Les mêmes gouvernements "communistes" avaient aussi qualifié de "progressistes" beaucoup de régimes arabes qui non seulement ne l'étaient pas, mais qui suscitaient une forte hostilité au sein de la population soviétique, tchèque ou est-allemande, à cause de l'arrogance et de la corruption de leurs représentants ; l'idée que beaucoup de leurs privations étaient la conséquence de la générosité avec laquelle leurs gouvernements apportaient une "aide fraternelle" à ces régimes qui l'utilisaient pour acquérir des armes était fréquente.

Ainsi, Gorbatchev et les dirigeants des nouveaux régimes hybrides de l'Est, ne répondent pas à une pression populaire soutenant les Palestiniens, mais plutôt à une attitude favorable à Israël, par réaction aux politiques antérieures.

Mais le vrai problème est de savoir pourquoi aujourd'hui tant de Soviétiques sont disposés à utiliser n'importe quel prétexte pour émigrer, et pourquoi on trouve tant de Juifs parmi eux.

Tout d'abord, il faut comprendre l'anxiété qui touche la majorité des citoyens de l'URSS face à l'aggravation des problèmes dans leur pays. Outre les problèmes économiques et sociaux, et à cause d'eux, l'approfondissement des conflits ethniques constitue indubitablement un facteur d'inquiétude. Les secteurs les plus conservateurs et discrédités de l'appareil — mais cette attitude concerne également d'autres couches de la population — ont cherché des boucs émissaires : les



nu des Etats-Unis le blocage des permis d'immigration concédés par les autres pays, de l'autre, ils ont instauré un pont aérien entre Moscou et Tel-Aviv pour empêcher toute fuite vers d'autres "terres

Arméniens pour les Azéris, les Meskètes pour les Ouzbeks, les Moldaves pour les Kazaks et, à leur tour, les Baltes, les Caucasiens et les Juifs pour les Russes (le même phénomène s'était déjà produit lors de la résurgence de l'antisémitisme en Pologne en 1968 et en 1981).

Il en résulte un climat d'incertitude généralisée qui dépasse les victimes des pogroms (qui ne touchent pas les Juifs, pour l'instant, contrairement à ce que voudrait faire croire la propagande sioniste).

Dans la République de Russie, par exemple, le recours à l'antisémitisme est courant et combiné à une forte hostilité à l'égard de tous les allogènes : les Baltes car ils seraient "riches", les Caucasiens car ils vendraient leurs légumes et leurs fleurs à des prix très élevés, les Asiatiques car ils seraient "basanés", etc.

Mais, pourquoi les Juifs ? Depuis 1939, ils n'ont plus aucun poids au sein de l'appareil soviétique (ils en furent tous écartés ; le ministre des Relations extérieures de Staline, Litvinov, en tête, pour favoriser l'accord avec Hitler). Entre 1948 et 1952, ils subirent une vague de persécutions qui aurait dû s'achever par leur déportation en masse. Pourquoi donc les présenter, comme le fait le groupe d'extrême droite *Pamiat*, comme les responsables occultes de chaque mauvais coup du régime ? Pour la même raison qui poussa Moczar, dans la Pologne de 1968, à présenter 10 000 communistes d'origine juive — presque tous très pauvres et hostiles à la bureaucratie — comme les responsables d'un immense "complot juif".

La bureaucratie en crise utilise cet expédient infâme parce que l'antisémitisme correspond à un stéréotype qui a fait ses preuves et qui plonge ses racines dans l'inconscient des masses populaires les plus arriérées et les moins politisées.

C'est pourquoi l'inquiétude qui s'était répandue dans l'après-guerre parmi les Juifs de l'URSS (pays qui, durant les vingt premières années de son existence, apparaissait comme un exemple positif de solution de la question juive) s'est transformée en panique à un moment où tous les points de référence de cette société s'écroulent, et où une explosion incontrôlée de toutes les haines inter-ethniques semble s'annoncer.

Pour résoudre le problème à la source — et outre le combat contre toute restriction du droit d'immigration des Juifs soviétiques — il faudra que le processus démocratique en URSS s'approfondisse, et que les bureaucrates qui cherchent à perpétuer leur domination en fomentant la haine parmi les peuples soient chassés. ★

Juin 1990

# La Confédération du travail

**Début mai 1990, Novokouznetsk, la plus grande ville de la région minière industrialisée du Kouzbass, a accueilli le 1er Congrès des organisations indépendantes d'ouvriers soviétiques. Le Kouzbass (à environ 4 000 kilomètres de Moscou) est devenu une région importante pour le mouvement ouvrier en Union soviétique depuis les grèves de dizaines de milliers de travailleurs des mines et des usines métallurgiques en juillet 1989 — mouvement qui a également touché les autres régions minières du pays (1).**

**A la fin des grèves, les comités de grèves se sont transformés en structures permanentes, telles les comités de travailleurs, et une organisation politique, l'Union des ouvriers du Kouzbass (UTK), a été créée en novembre 1989 ; elle joue à la fois le rôle d'un parti politique et d'un syndicat.**



**D**EPUIS les grèves, les tensions se multiplient entre les comités de travailleurs et l'appareil du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) du Kouzbass, qui a essayé de les entraver. Durant le Congrès des organisations indépendantes d'ouvriers soviétiques, un ouvrier du Kouzbass a exprimé son point de vue sur la situation, après les élections des Soviets, en mars 1990 : « *Durant neuf mois, nous avons coexisté avec les Soviets locaux. Pendant une époque, il existait deux pouvoirs dans le Kouzbass mais aujourd'hui nous sommes dans l'opposition. Et pourtant, nous bénéficions d'un large appui populaire.* »

Les comités de travailleurs du Kouzbass ont représenté la force motrice de l'organisation du Congrès, et ils ont dominé les débats — au moins numériquement, avec un peu plus de 50 % des 300 délégués.

Une grande partie de la presse soviétique était présente au congrès (*Pravda, Troud, Argumenti i Fakti*) et certains débats ont été diffusés en direct à la radio dans tout le Kouzbass.

Aux côtés des participants du Kouzbass, l'on trouvait des représentants des principales autres régions minières (et grévistes), le Donbass, le Karaganda et Vorkuta, ainsi que des délégations des grands centres industriels de l'Oural et de Sibérie occidentale (Sverdlovsk, Tchélyabinsk, Novossibirsk, etc.), de Moscou, Léningrad, Gorki et Kiev et également

**Poul FUNDER LARSEN**

des représentants des Pays baltes et d'Azerbaïdjan (2).

Presque 70 % des participants étaient des ouvriers, quasiment tous de sexe masculin, avec une moyenne d'âge étonnamment élevée : 81 % de plus de 30 ans, la plupart ayant entre 35 et 45 ans.

## Faire de la politique

Les premières discussions du Congrès ont porté sur l'élection d'une commission ayant pour tâche de réécrire et d'amender les résolutions. La proposition que présentait la présidence — deux des dirigeants de l'UTK, Viatcheslav Golikov et Mikhaïl Kisliouk et un représentant des mineurs du Donetsk — donnait la prééminence à des intellectuels moscovites, ce que plusieurs orateurs ont critiqué, demandant la participation de davantage de travailleurs ; d'autres se plaignaient de la présence dans cette commission d'un professeur du Kouzbass supposé être un chaud partisan du PCUS. La commission a finalement été approuvée, même si environ un quart des délégués a voté contre.

Dans son discours d'ouverture, Viatcheslav Golikov de l'UTK a surtout insisté sur la position clé de la classe ouvrière

1) Voir *Inprecor* n° 293 du 18 septembre 1989.

2) Les délégués de Moscou constituaient 7,2 % du Congrès, la délégation du Donetsk 4,8 %, les autres délégations étant plus réduites.

dans la lutte pour les réformes et sur la nécessité de l'unité : « *Le système autoritaire administratif est source de bureaucratie, d'inégalité sociale et de crime ; les comités de travailleurs représentent une avancée dans la lutte pour le combattre. Nous sommes passés de groupes d'intellectuels à un réel mouvement ouvrier. Ces comités peuvent être à l'origine d'une véritable réforme. Mais nous devons absolument unir nos forces. La question de l'unité est essentielle. Nous devons intervenir à la fois dans les débats économiques et politiques. On ne peut pas changer la vie économique sans faire de politique.* »

### Contre les bureaucrates

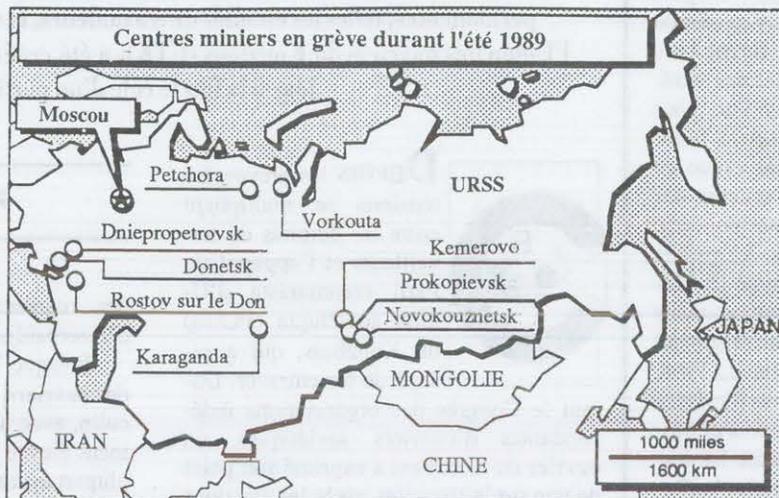
Golikov a aussi évoqué la question de la réforme du marché, se prononçant pour la liberté des entreprises et pour une économie de marché qui aille de pair avec des garanties sociales. A propos des buts du Congrès, tant Golikov que Natalia Kotikova, dirigeante du Club des travailleurs de Moscou et co-organisatrice de la réunion, ont surtout souligné le besoin d'une confédération unissant toutes les — très hétérogènes — organisations de travailleurs à travers l'URSS, allant davantage dans le sens d'un mouvement de groupes de travailleurs que d'un syndicat indépendant ou d'un parti politique.

Le débat général a permis de connaître les différentes idées politiques existantes au sein de ce mouvement ouvrier en voie de formation — mais aussi d'avoir un tableau de la diversité des luttes et des expériences de ces groupes dispersés sur tout un sous-continent. La plupart des interventions étaient caractérisées par un sentiment anti-bureaucratique très fort contre les bureaucrates du Parti et des syndicats officiels (paradoxalement, la Confédération centrale des syndicats "officielle" était l'un des "sponsors" du Congrès).

Un délégué de Novossibirsk a ouvert le débat avec une attaque acérée contre la Confédération centrale : « *Il devrait y avoir une purge de tous les bureaucrates syndicaux. Nous devons dénoncer leurs méthodes et les condamner publiquement.* » Un représentant du Club politique des travailleurs de Gorki a aussi parlé des bureaucrates locaux qui avaient essayé d'empêcher la création de leur groupe au

nom de « *la défense de la perestroïka* » ! Il a dénoncé le Front uni des travailleurs (FUT), soutenu par certains secrétaires de la bureaucratie syndicale, comme un opposant dangereux au mouvement ouvrier démocratique, et a appelé tous les travailleurs à quitter le PCUS (3).

L'aversion envers le PCUS a constitué le fil conducteur de nombre d'interventions — même parmi les 22 % de délégués qui en faisaient encore partie ; ses privilèges ont été dénoncés à de multiples reprises et il a été exigé, par exemple, que les apparatchiks rendent compte de leurs biens et que toutes les pensions du parti soient supprimées. L'assemblée s'est montrée méfiante quand Alexandre, Yevladov du comité central du PCUS, est monté à la tribune pour saluer le congrès. Dans sa courte intervention, il a adopté un ton prudent et conciliateur :



« *Je ne suis pas là pour défendre le PCUS. Le Parti va être reconstruit. (...) Lech Walesa a popularisé une très bonne idée : nous devons faire le bilan de notre politique. Le PCUS est en train de changer ; nous devons poursuivre une ligne de centre-gauche.* »

Ensuite, lors d'une conférence de presse, Yevladov a développé ses idées sur l'attitude que devrait avoir le PCUS face aux nouvelles organisations : « *Je ne conçois pas l'opposition de cette manière : un parti au gouvernement et un parti en prison. Il y a bien sûr des extrémistes dans chaque mouvement, mais la vraie question est : quel est le caractère de ce mouvement ? Il naturel d'unir ses forces.* »

Il est évident que, dans la conjoncture politique actuelle, le PCUS reste la principale force politique en URSS, à cause de son énorme appareil et de son influence dominante dans toutes les sphères de la vie sociale. Un représentant de la Plateforme marxiste du PCUS en parlait dans l'une de ses contributions (4) : « *Nous ne*

*devons pas laisser le Parti entre les mains de Ligatchev. Il y a énormément de bons communistes dans le PCUS. (...) Mais l'abolition de tous les privilèges des dirigeants du Parti est une pré-condition au changement.* Il a aussi souligné que les différenciations au sein du mouvement ouvrier indépendant étaient aussi importantes que celles qui existent entre le PCUS et l'opposition : « *Aujourd'hui, il existe deux tendances principales dans le mouvement ouvrier : l'une social-démocrate et l'autre marxiste.* »

Cette division est apparue particulièrement clairement quand la discussion a porté sur le rôle du marché et sur l'auto-gestion ouvrière dans les usines. Lors d'une intervention très appréciée, un délégué du Kouzbass a avancé un raisonnement partagé par de nombreux participants : « *Les régions ont besoin d'une indépendance économique. Après une période de transition, cela devrait aller de pair avec une réforme du marché. C'est vrai que les luttes politiques et économiques sont liées mais, pendant un certain temps, nous devons donner la priorité à l'économie, c'est-à-dire à une réforme du système des prix qui ne doit pas provoquer un appauvrissement.* » Il a également avancé des revendications politiques très populaires comme le contrôle réel public du KGB, la dissolution des écoles du Parti et la taxation des institutions du PCUS.

### Quelle réforme de marché ?

D'autres orateurs — dont un représentant des anarcho-communistes — ont soutenu l'exigence de réformes vers le marché libre, mais la discussion sur le caractère et les conséquences de ces réformes n'a jamais été très précise, ni le contenu du terme "réforme de marché" clarifié. En l'absence d'une véritable discussion sur l'économie de marché et sur d'autres axes du développement économique, un représentant de la Confédération syndicale centrale a eu beau jeu de demander : « *Cette nouvelle organisation sera-t-elle capable de résoudre les problèmes liés à la réforme du marché ? Il me semble qu'aucune organisation ne pourra le faire.* »

3) Voir *Inprecor* n° 304 du 2 mars 1990.

4) Voir *Inprecor* n° 310 du 1er juin 1990.

En tout cas, les références à l'«économie de marché» ont été intégrées dans la version finale de la — plutôt vague — déclaration de la nouvelle organisation : « La "Confédération du travail" se déclare favorable à l'auto-gouvernement économique des entreprises et au développement de rapports de marché régulés, accompagnés de l'instauration d'importants programmes sociaux pour défendre les travailleurs et améliorer leurs conditions de vie. » Selon les dirigeants de la gauche du Congrès, les passages d'orientation plus libérale ont été rayés du document à cause des pressions de certains délégués.

### Quelle organisation pour les travailleurs ?

La question du type d'organisation à mettre en place est revenue dans presque chaque intervention. En saluant la salle, un représentant polonais de Solidarité a clairement essayé d'encourager ceux qui, parmi les délégués, voudraient créer un syndicat indépendant. Mais, à cause de l'hétérogénéité évidente des forces en présence — d'un point de vue géographique comme professionnel et organisationnel —, la plupart des délégués a appuyé le principe de construire une confédération d'organisations de travailleurs.

Seule la délégation de l'Oural semblait avoir des opinions divergentes à ce sujet. Dans une intervention très lucide, un représentant du Front populaire de Tchéliyabinsk a évoqué cette question d'une façon directement politique : « La révolution russe a représenté une avancée historique mais les bureaucrates ont usurpé le pouvoir. Nous sommes maintenant au seuil d'une nouvelle révolution politique. Mais cela ne se produira pas si la classe ouvrière n'est pas la force motrice. Durant la grève, l'an dernier, les travailleurs contrôlaient tout, mais maintenant le pouvoir est à nouveau entre les mains des bureaucrates. Pour mettre fin à cela, nous avons besoin d'un mouvement ouvrier. Nous devons réaliser l'unité des forces favorables au socialisme. »

D'autres orateurs de l'Oural ont appuyé cette position. L'un d'entre eux a proposé : « Nous devons former un parti des travailleurs. Pour cela, nous avons également besoin d'un organe, d'un quotidien. » Un autre a ajouté : « Jusqu'à présent, nous n'avons obtenu que des concessions mineures. Mais notre lutte est dirigée contre l'ensemble du sys-

tème. Cette organisation devrait être le parti politique qui menerait cette bataille. »

La crise sévère que subit actuellement l'Oural, le principal centre industriel d'Union soviétique explique ses attitudes radicales. Lors d'une conférence de presse, un participant venu de Tchéliyabinsk a expliqué : « Dans l'Oural, les travailleurs ne sont pas aussi puissants que dans le Kouzbass, en partie à cause des nombreuses entreprises militaires de la région qui leur imposent des règles très strictes ; les gens ont peur de perdre leur emploi parce que cela supposerait une perte d'avantages sociaux. La région de l'Oural est dans un état écologique désastreux. Il n'existe pas de démocratie en Oural aujourd'hui — la lutte pour l'obtenir vient tout juste de commencer. Nous n'avons pas aimé l'attitude de Gorbatchev lors de sa récente visite de la région : ses discours n'ont reflété que la dictature. La situation dans toute la région est extrêmement tendue » (5).

A l'opposé sur le spectre politique, on trouvait les représentants de l'Association sociale-démocrate, qui ont plaidé pour la constitution l'organisation la plus large possible. L'un d'entre eux a même essayé de remettre en cause le concept d'organisation ouvrière : « Cette nouvelle organisation a pour tâche de faciliter une révolution démocratique. Elle devrait être large et intégrer d'autres organisations sociales. Nous devrions également y inclure les paysans et les intellectuels. »

Ces idées allaient tout à fait dans le sens de l'orientation purement démocratique qu'une partie des orateurs proposait

pour la nouvelle organisation. Gleb Yakounine, prêtre et député qui est monté à la tribune en soutane, l'a exprimé clairement : « Nous avons besoin d'un mouvement de masse démocratique. (...) Le bloc Russie démocratique essaye d'unir

toutes les forces démocratiques. Vous devriez y entrer (...). L'organisation d'un parti ne conduira qu'à des divisions. »

L'abolition, de facto, de l'Article 6 de la Constitution soviétique — affirmant le rôle dirigeant du PC — a radicalement

modifié tout la scène politique. Lors du congrès de fondation du Syndicat des travailleurs du Kouzbass, à l'automne 1989, les délégués avaient passé beaucoup de temps à se demander s'ils pouvaient utiliser le terme "politique" sans courir le risque d'être interdits. Aujourd'hui, ce genre de préoccupations a été quasiment oublié. Lors de ce Congrès, divers nouveaux partis ou comités préparatoires à de nouvelles organisations étaient représentés : sociaux-démocrates, anarchistes et marxistes de toutes sortes.

La discussion la plus fougueuse a eu lieu à la suite d'une autre proposition de formation d'un parti. La présidence avait octroyé vingt minutes — contre sept minutes aux délégués — à Nikolai

Travkin, député et ancien membre du PCUS, pour présenter sa proposition d'un nouveau Parti du peuple. Dans un discours très travaillé aux forts relents populistes, Travkin a attaqué l'idéologie du système — "le monstre communiste" — qui, selon lui, bloque toute possibilité de changement à cause de sa rhétorique "socialiste" et "égalitaire". Il a ensuite rejeté les différentes solutions avancées jusqu'alors — expliquant que ni les nouveaux députés, ni une présidence forte, ni le marché ne pourraient résoudre les problèmes de société. Il a donc appelé les gens à quitter le PCUS et a invité le Congrès à s'affilier à son nouveau parti.

### Le poids des partis...

Le projet de Travkin a provoqué de vives réactions parmi les délégués. Des critiques différentes, la plupart justifiées, ont été énoncées à propos de l'idée d'un Parti du peuple : « C'est absurde de créer un parti du peuple — un parti doit défendre une certaine classe sociale » ; « Travkin était au PCUS, maintenant, il cherche de nouveau à faire carrière » ; « nous n'avons pas besoin d'un parti politique parce que les syndicats peuvent apporter aux travailleurs ce qu'ils veulent » ; « nous n'abandonnerons pas la lutte au sein du PCUS, alors que nous ne savons même pas quel type de parti nous créons. » La proposition de Travkin a été finalement rejetée.

Le deuxième jour, le Congrès a adopté sa principale résolution, la Déclaration de la nouvelle organisation. Il est évident

5) Voir *Inprecor* n° 311 du 15 juin 1990.



que cette résolution a été façonnée par les forces politiques les plus puissantes de la majorité, notamment par un groupe d'intellectuels moscovites sociaux-démocrates.

... et des intellectuels

Significativement, c'est une dirigeant de l'Association sociale-démocrate, Galina Rakitskaya, qui a présenté la version finale de la nouvelle déclaration ; mais c'est la contribution d'un autre dirigeant de cette organisation qui, durant le congrès, a le mieux illustré l'attitude de ce courant. Il a sommé les participants de se débarrasser des idées bolcheviques et de reprendre Plekhanov (6) et il a déclaré : « Nous devons construire une coalition. » Cette idée était particulièrement prisée par les tenants de la *realpolitik* présents. Le représentant pragmatique du PCUS, Yevladorov, est revenu à la charge en affirmant : « L'avenir, ce sont les coalitions. »

Il est évident que ce groupe d'intellectuels moscovites de tendance réformiste — certains sont des sociaux-démocrates organisés, d'autres des membres du PCUS — a joué un rôle idéologique important lors du Congrès. Nombre d'entre eux auraient préféré que le congrès s'achève après l'adoption de la résolution principale ; ils ont expliqué que toute discussion supplémentaire sur des points plus spécifiques serait "contre-productive" comme l'avaient été, selon eux, les discussions du premier jour. Leur objectif évident était de limiter le débat et d'éviter l'adoption de motions plus radicales. Ils n'y sont pas parvenus, mais le fait qu'ils aient réussi à dominer idéologiquement la majorité du congrès met deux choses en évidence : d'abord que beaucoup des nouveaux regroupements de travailleurs sont assez faibles politiquement ; ensuite que, dans la situation politique actuelle, les courants sociaux-démocrates — peut-être en coalition avec certaines parties de l'appareil — ont la possibilité de gagner de l'influence sur beaucoup de ces groupes.

Les débats ont bien sûr été influencés par la question de plus en plus brûlante des luttes nationales et des mouvements de masse dans les Pays baltes et dans le Caucase. Des délégations de sept républiques ont participé au congrès : Russie, Ukraine, Biélorussie, Kazakhstan, Azerbaïdjan, Lettonie et Lituanie.

En général, les discussions et les décisions du congrès ont été caractérisées par

une approche internationaliste de la question nationale et non par le chauvinisme grand-russe. Cependant, chaque fois que la question des nationalités réapparaissait dans le débat, la tension montait dans la salle. Plusieurs délégués ont demandé que la présidence fasse une résolution sur la Lituanie appelant à la fin du blocus. Quand la présidence a refusé « parce qu'il y a des questions plus importantes à l'ordre du jour », on a assisté à une vague de protestations et d'interpellations comme « vous êtes contre la Lituanie » (7).

Le dernier jour du congrès, lors de la discussion et du vote des résolutions, un échange de vues passionné sur la question nationale a eu lieu à plusieurs reprises. Une dispute virulente a éclaté quand a été proposée une motion selon laquelle la direction du PCUS aurait commis un crime en envahissant l'Azerbaïdjan et qui demandait le retrait immédiat des troupes soviétiques de Bakou. Certains délégués ont conseillé au Congrès de s'abstenir

sur ce qu'ils ont qualifié de "jugement prématuré" (quatre mois après l'intervention !), mais une large majorité a voté la résolution.

Une Charte internationale

A ce sujet, il faut également mentionner la motion présentée, entre autres, par Bouclier, le syndicat des officiers de l'Armée rouge, qui exigeait la démission du ministre de la Défense, Yasov, à cause des massacres de Tbilissi et de Bakou. Selon ce texte, le complexe militaro-industriel est l'un des principaux facteurs de pauvreté de la société soviétique ; il demandait que les travailleurs des entreprises militaires bénéficient également du droit de grève.

Lors de sa première intervention, le président du Syndicat des travailleurs lettons a introduit un autre aspect de la question nationale : « Pour l'organisation de notre confédération, nos statuts doivent prendre en compte le fait que les Républiques baltes proclament leur indépendance. Notre confédération doit avoir une Charte internationale pour que les orga-

nisations des Etats baltes puissent s'y affilier. » Un orateur lituanien, salué par des applaudissements, a développé ceci : « Les conservateurs pensent que les liens avec les Etats baltes vont se rompre maintenant. Mais ils ont tort : notre libération ne conduira pas à une rupture avec les mouvements en Russie. » Les délégués russes avaient la même position, et l'amendement sur l'affiliation internationale a été voté sans trop de difficultés.

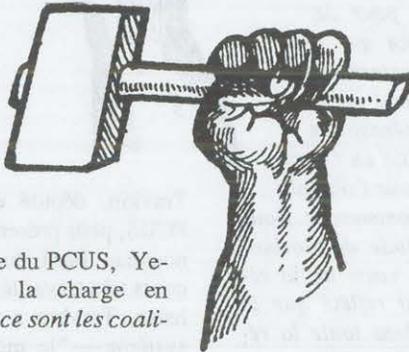
Nucléaire ? Non, merci !

Tous les textes devaient passer en commission des résolutions et celle-ci a apparemment remanié de nombreux amendements et toutes les résolutions. Durant sa dernière session, le congrès a dû voter sur plus de quinze résolutions, dont la plupart posait, de manière très lucide, des questions politiques centrales aujourd'hui en Union soviétique (8). Certaines avaient trait à des sujets "locaux" — par exemple, celle exprimant la solidarité du congrès avec les travailleurs des crèches du Kouzbass en grève ou celle soutenant le journal sibérien indépendant *Sibirskaya Gazeta* menacé de fermeture par les bureaucrates locaux.

Dans une résolution qui a une portée historique plus importante, les délégués ont rappelé les victimes de la tuerie de Novoherkass en 1962, sous Khrouchtchev, quand les participants à une manifestation ouvrière avaient été massacrés par l'armée ; elle comparait cet épisode au massacre de 1905 (9) et demandait la réhabilitation immédiate des victimes.

Une autre résolution se prononçait sur le désastre de Tchernobyl et la conduite criminelle du gouvernement ; elle a donné lieu à un court débat sur l'énergie nucléaire. Des amendements radicaux de la résolution — relativement modérée — ont été présentés depuis la salle, demandant l'arrêt de la construction de nouvelles centrales nucléaires et un référendum sur l'avenir de l'énergie nucléaire en URSS.

D'autres motions sur les origines et les conséquences de la crise économique du pays, attaquant différents aspects des politiques de la direction de l'Etat et du Parti, ont été votées. Certains de ces documents contenaient des revendications anti-bureaucratiques intéressantes com-



6) Gheorghii Valentinovitch Plekanov a fondé l'Iskra (l'Étincelle) avec Lénine et Martov en 1900 ; il a rejoint la fraction menchevique après le IIe Congrès du Parti ouvrier social-démocrate russe (POSDR) en 1903.

7) La résolution sur la Lituanie a été réécrite par la commission éditoriale plus d'une fois et a dû être votée.

8) De toutes les résolutions, seule la déclaration a été distribuée aux participants pendant le congrès. Les autres ont uniquement été lues par la présidence et n'étaient pas disponibles. Ainsi, les citations de cet article se basent sur les notes de l'auteur.

9) Le 8 janvier 1905, une manifestation ouvrière conduite par le moine Gapone (agent secret de la police) fut réprimée dans le sang par l'armée qui tua 1 000 personnes et en blessa 5 000. 3 millions d'ouvriers se mirent en grève pour protester contre ce "dimanche rouge".

me, par exemple, un appel à l'abolition des structures du Parti dans toutes les usines et la condamnation de l'ensemble du système de privilèges et d'approvisionnement secret de la bureaucratie. Certaines des idées économiques qui font du chemin dans les débats de la nouvelle organisation comme, par exemple, la demande que les ressources monopolisées aujourd'hui par le complexe agro-industriel *Agroprom* soient transférées aux soviets locaux.

Mais la majorité de délégués n'a absolument pas tenté de jeter les bases d'un quelconque programme économique et social pour cette nouvelle organisation. La question de l'autogestion dans les usines et dans la société n'a quasiment pas été évoquée de façon concrète et la nécessité de soutenir les grèves menées à l'encontre de la réforme du marché n'est absolument pas apparue. Ce manque retardera inévitablement l'organisation de manière importante, car la question du marché et de ses effets sociaux devient un défi inévitable pour tous les groupes de travailleurs en Union soviétique.

### Les principes de la Confédération du travail

Il y a eu un débat révélateur et politiquement très intéressant autour d'un projet de résolution concernant la défense des droits des travailleurs appuyé par la gauche du congrès. Ce texte décrivait les conditions des travailleurs aujourd'hui, alors que leurs droits sont attaqués et que la possibilité d'élire les gestionnaires se révèle être une gigantesque escroquerie. Elle posait également comme principe l'indépendance du mouvement ouvrier au sein du mouvement démocratique. Finalement, elle essayait d'harmoniser ses analyses avec des propositions concrètes d'activités au niveau des usines (thème à peine évoqué dans les autres résolutions) en demandant instamment aux clubs de travailleurs d'organiser des réunions et des manifestations et en déclarant qu'il fallait construire des comités de travailleurs et de grève dans les entreprises. Cette résolution a soulevé le tollé des sociaux-démocrates auteurs de la Déclaration et a été rejetée par une majorité des délégués.

La gauche du congrès était constituée par des groupes et des individus de la gauche moscovite, par la délégation de l'Oural et par quelques uns des représentants des régions minières. Ce courant, regroupant environ 25 % des délégués,



n'est pas apparue comme une alternative claire à la majorité, mais plutôt comme un conglomérat large de visions politiques liées entre elles. C'est normal, vu le court laps de temps écoulé, leurs différences trajectoires et les distances géographiques ; n'importe quelle discussion banale se transforme ainsi très vite en débat compliqué.

Les délégués de ce courant de gauche ont aussi tiré des bilans différenciés du Congrès. Un dirigeant de la gauche moscovite a dressé un bilan plutôt négatif : « *Nous avons assisté à une alliance très étrange entre des parties de la nomenclatura locale du Kouzbass avec des gens comme Golikov et Kisliouk et des intellectuels de droite venus de Moscou. C'est mauvais pour le mouvement ouvrier. Notre résolution sur l'autogestion et contre les privatisations a été repoussée. Nous avons obtenu que les passages les plus ultra-libéraux soient supprimés de la Déclaration mais il n'y a pas eu ici de véritables discussions politiques.* »

Mais la plupart des participants étaient plutôt favorables à la façon dont se sont déroulés les débats. Les organisateurs du Kouzbass et les militants de base étaient, eux, satisfaits et soulagés parce que le congrès avait produit des résultats concrets, et surtout abouti à la formation du nouveau syndicat, la Confédération du travail.

La Confédération du travail repose sur le principe de l'adhésion collective ; tout groupe politique qui souscrit à la Déclaration peut en faire partie. Le

Congrès a élu un conseil de 58 personnes représentant les organisations présentes (dont peut-être trois se revendiquent des thèses de la gauche).

Cet organe se réunira approximativement trois fois par an et élira un comité de coordination et un président lors de sa première séance, dans le Donbass, en juin 1990. En attendant, quatre coordinateurs — à Moscou, Sverdlovsk, dans le Kouzbass et le Donetsk — assurent l'intérim.

Un autre délégué de la gauche a avancé un bilan plus équilibré, détonnant avec l'optimisme des uns et le scepticisme des autres : « *Au vu des organisations qui s'y sont investies et des rapports de forces, le déroulement du congrès était prévisible. Les groupes présents étaient extrêmement hétérogènes : des organisations de travailleurs — comme les comités de grève — et des intellectuels amateurs de "débat de société". La décision la plus importante a été le lancement de la Confédération du travail. Mais l'aspect le plus positif a été que nous ayons pu tisser de nombreux nouveaux contacts et former un courant de gauche durant le Congrès.* »

Si le Congrès de Novokouznetsk n'a sans doute représenté qu'un petit pas en avant pour l'ensemble du mouvement ouvrier, il pourrait donner un coup de pouce significatif au processus de discussion et de coopération entre les marxistes de la gauche soviétique. ★

Mai 1990

**LE GOUVERNEMENT** cherche à aller très vite dans les réformes. Tout récemment l'apartheid dans les hôpitaux et dans les lieux publics a été supprimé, l'éventualité future d'une armée incluant la conscription des non-blancs et l'abandon de l'idée de "l'indépendance" des Bantoustans étaient annoncés (1). Le *Business Day* de Johannesburg du 17 mai 1990 résumait la situation en expliquant, en substance, que le mouvement vers une société non- raciale prenait un tel rythme que l'élan était certainement irréversible. Or, ces réformes gouvernementales se font avant même que les négociations constitutionnelles aient vraiment commencé.

Nous avons affaire à un cadre choisi, mesuré et assumé par le pouvoir et la grande bourgeoisie du pays, dans le but de réorganiser le fonctionnement du capitalisme sud-africain, même si les pressions internationales, la question des sanctions et la nécessité d'attirer de nouveaux investissements ont aussi joué. Mais aucun de ces éléments extérieurs ne constitue une contrainte telle pour la classe dirigeante au point que l'on puisse voir le moteur des changements actuels. En réalité, De Klerk s'est saisi d'une opportunité exceptionnelle pour engager une restructuration radicale du système de domination.

C'est essentiellement sur le terrain des institutions, et non en matière de grands choix socio-économiques, que s'exprimeront les rapports de forces entre le gouvernement et l'ANC. Dans le domaine constitutionnel, en effet, rien n'est encore joué puisqu'il va falloir trouver un compromis entre la revendication du suffrage universel — portée par tout le mouvement de masse — et la nécessité pour le Parti national au pouvoir de préserver des droits spécifiques de la communauté blanche.

Gerrit Viljoen, ministre du Développement constitutionnel, expliquait le 11 mai 1990, que les minorités devaient avoir des garanties, entre autres sur la tenue d'élections régulières, des garde-fous contre la dictature d'un parti unique, une charte des libertés irrévocable, le maintien du système de libéralisme économique, des garanties contre une dictature communiste, des écoles séparées, le droit à la propriété, le maintien de la discipline au sein des forces de sécurité, une représentation au gouvernement des dirigeants des minorités, etc.

Il est singulier de voir ces gens-là se

présenter aujourd'hui comme les défenseurs de la démocratie ; mais, au-delà de ces péripéties, on voit bien que tout le projet actuel consiste à annuler les classifications raciales traditionnelles au profit d'un nouveau système institutionnel permettant à la communauté blanche de défendre et de reproduire sa place privilégiée dans la société.



Ce sont surtout sur ces questions que portent les négociations, l'ANC ayant d'ores et déjà accepté que les questions sociales et économiques ne soient pas le terrain d'une confrontation avec le pouvoir. Cette position semble impliquer un net infléchissement tactique de la part de l'ANC. Alors que Nelson Mandela multiplie les demandes de maintien des sanctions économiques à l'étranger pour faire pression sur le régime, à l'intérieur on constate qu'il joue souvent la carte de l'apaisement social (2). Faut-il y voir la preuve que, pour l'ANC, l'enjeu aujourd'hui se réduit aux droits politiques et aux institutions et non plus plus, également, comme le soulignait la Charte de la liberté elle-même, aux bouleversements socio-économiques ? (3)

### A qui profitent les négociations ?

On assiste ainsi à un nouveau développement politique au sein du mouvement de libération : le projet de société y est évoqué de manière vague et incertaine alors que l'on assiste, pourtant, à des négociations constitutionnelles.

Cette évolution n'est pas le fruit du hasard. Les discussions en cours ne représentent sûrement pas l'ultime étape avant la "victoire", comme le laissent pourtant entendre de nombreuses déclarations faites en direction du mouvement de masse. Le profil général des discussions montre clairement que les compromis viennent de l'ANC et guère du gouvernement, à moins de penser que ce dernier se soit fait forcer la main pour supprimer le *petit-apartheid*.

Comme l'avait parfaitement souligné De Klerk dans son discours du 2 février 1990 (4), l'accélération des réformes est permise par une série de garanties, parmi lesquelles on trouve la nouvelle situation mondiale. Dès lors, ce n'est pas le bouleversement des rapports sociaux sud-africains qui est à l'ordre du jour mais une réforme, effectivement très profonde, de l'Etat et du mode de régulation social. L'apartheid peut disparaître, mais les mé-

# Les des négociations

La situation évolue très vite en Afrique du Sud : comment pourront être résolues les questions de négociation, entre le Congrès national africain (ANC) et le régime de l'apartheid ? Le processus de négociation, entre le Congrès national africain (ANC) et le régime de l'apartheid, poursuit et se développe. Nous avons de nombreuses négociations internationales de ce tournant brusque (2 février 1990). La nouvelle politique de De Klerk, du mouvement de masse, la volonté et l'acceptation profondément les relations sociales et économiques, constituent les principaux

canismes du "capitalisme racial" vont demeurer, garantissant à la communauté blanche son pouvoir sur le contrôle des moyens de production en maintenant une forte similitude entre les divisions raciales et sociales par l'inégalité des revenus.

Les négociations entre le régime et l'ANC vont donc porter sur le système électoral et sa projection possible sur le terrain parlementaire et gouvernemental. Une solution pourrait être une transition par étapes — le principe d'un gouvernement intérimaire a été accepté par



l'ANC — et un système électoral fort compliqué qui satisfasse à la fois l'ANC, sur la demande "une personne, une voix", et le souci du régime de pondérer d'une manière ou d'une autre le "vote noir" par rapport au "vote blanc".

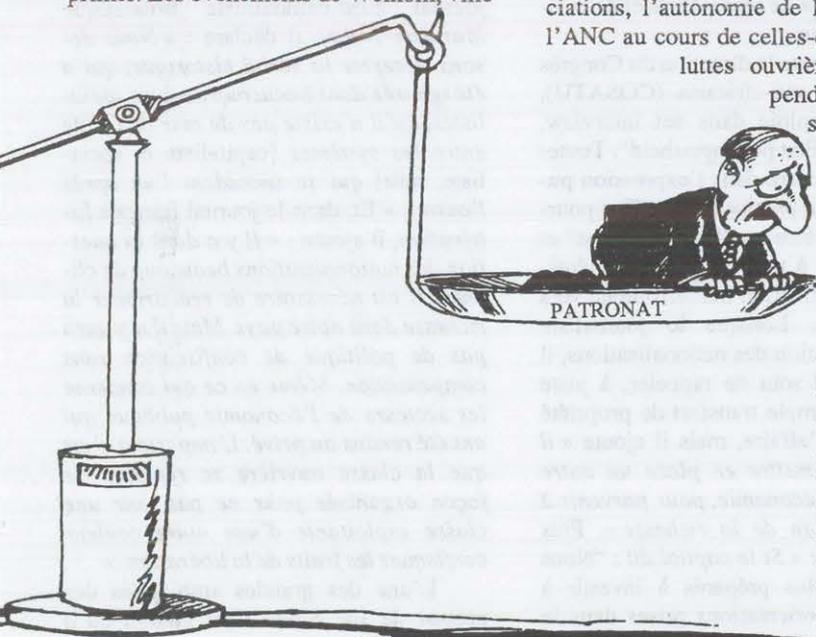
Mais, il reste, toutefois, plusieurs in-

# ous des ations

u Sud ; même si on ignore précisément  
elles contradictions qui s'accroissent, le  
national africain (ANC) et le gouvernement se  
gouvernement expliqué les raisons nationales et  
a négociation (voir *Inprecor* n° 303 du 23  
on soviétique, combinée à l'essoufflement  
essité pour le gouvernement de changer  
ment, la décision de l'ANC d'accepter ce  
lications de la nouvelle situation.

## UMER

connues. La première est la radicalisation  
de l'extrême droite fasciste, autour du  
Mouvement de la résistance afrikaner  
(AWB) dirigé par Eugène Terre'Blanche  
et le Parti conservateur, qui est actuelle-  
ment le principal parti d'opposition parle-  
mentaire. Il faudra attendre pour voir à  
quel point le gouvernement est obligé de  
passer des compromis avec ces forces et à  
quel point, au contraire, il est prêt à le ré-  
primer. Les événements de Welkom, ville



minière, où des heurts meurtriers se sont  
déroulés le 16 mai 1990 entre mineurs  
noirs et personnel blanc sont significatifs.  
Dans cette ville, l'extrême droite, très or-  
ganisée et implantée, a mis en place une  
milice armée, qui revendique 4 000  
membres ; or le gouvernement se montre

évidemment incapable de faire disparaître  
ces groupes para-militaires, et n'a engagé  
aucune poursuite contre les dirigeants de  
cette pègre fasciste. Le *Broederbond*,  
sorte de franc-maçonnerie afrikaner, très  
influente au niveau du pouvoir et qui  
prône le réformisme depuis plusieurs an-  
nées, propose maintenant la tenue d'une  
"conférence afrikaner" pour essayer de  
calmer le jeu. Cela prouve que, malgré les  
très larges ouvertures faites à l'ANC, le  
pouvoir devra répondre à l'attente de  
cette extrême droite à un niveau ou à un  
autre.

La guerre civile du Natal, entre des  
partisans du mouvement réactionnaire  
zoulou Inkatha et des fractions jeunes plu-  
tôt favorables à l'ANC, constitue un autre  
problème. Malgré les appels lancés par  
Nelson Mandela pour que cette intermi-  
nable affrontement meurtrier cesse, aucun  
résultat n'a été obtenu. Sur ce front-là, le  
gouvernement espère gagner quelques  
atouts en présentant l'armée comme un  
élément pacificateur et en utilisant, le mo-  
ment venu, Inkatha et son leader Buthele-  
zi comme des maillons incontournables  
des négociations.

Le débat et les recompositions qui  
peuvent exister entre les forces du mouve-  
ment de libération constitue le dernier pa-  
ramètre décisif. Le mouvement gréviste  
se maintient à un fort niveau d'activité et  
la nouvelle conjoncture a, sans aucun  
doute, renforcé le débat politique dans les  
organisations de masse. Le but des négo-  
ciations, l'autonomie de la direction de  
l'ANC au cours de celles-ci, l'avenir des  
luttons ouvrières, et l'indé-

pendance syndicale  
sont au cœur  
des interro-  
gations et  
des débats.  
C'est dans  
ce cadre  
que se re-  
discutent et  
se redéfinis-  
sent les straté-  
gies et les pro-  
grammes, lais-  
sant entrevoir  
des change-  
ments rapides  
du profil poli-  
tique des uns  
et des autres.

L'ouvertu-  
re actuelle permet à tous les courants  
d'élargir prodigieusement leur influence  
directe. L'ANC d'abord qui va gagner du  
terrain rapidement à la fois parmi les  
couches prolétariennes et parmi les  
couches petites bourgeoises noires mais  
aussi blanches. Il va ainsi couvrir une très

grande surface sociale, ce qui posera de  
nouveaux problèmes de direction et de  
centre de gravité social du mouvement.  
L'ANC est aujourd'hui en position de ga-  
gner une réelle implantation parmi le pa-  
tronat non-blanc, toutes les classes  
moyennes et les notabilités africaines tra-  
ditionnelles. Ceci peut peser de plus en  
plus en son sein, dans le sens inverse des  
pressions venant de la base ouvrière et po-  
pulaire.

## Le grand écart du PC

A l'ombre de l'ANC, le Parti commu-  
niste augmente sérieusement son in-  
fluence dans le mouvement syndical et la  
jeunesse. Il cherche à combiner son "ac-  
cord" avec tout le reste de la direction de  
l'ANC — à laquelle il participe — et un  
discours spécifique en direction des tra-  
vailleurs et des syndicats. Ce parti est tout  
à fait conscient qu'il lui sera de plus en  
plus difficile de maintenir ce grand-écart  
entre le soutien à la ligne aujourd'hui ou-  
vertement réformiste de l'ANC et ses  
propres professions de foi en faveur du  
socialisme.

Son principal dirigeant, Joe Slovo, a  
récemment décrit encore plus explicite-  
ment que par le passé le schéma ANC-  
PC : « *Maintenant, nous devons cons-  
tituer l'ANC comme une force massive et  
chaque militant du Parti doit contribuer à  
en faire une réalité. En construisant une  
telle organisation de masse, il est inévi-  
table que certaines couches avec leurs  
propres idées vont rentrer dans ses rangs  
et, consciemment ou non, essayer de le  
faire dévier de ses positions de classe.  
Nous devons être prêts à un accroisse-  
ment inévitable de la contestation idéolo-  
gique entre les classes, juste avant et juste  
après la victoire. Ceci n'est pas un argu-  
ment pour tenter de réduire ou de limiter  
la base de l'ANC, c'est un argument pour  
la consolidation et l'extension massive du  
Parti et du mouvement syndical en tant  
que force indépendante faisant partie de  
l'alliance pour la libération* » (5).

De son côté le Pan-Africanist  
Congress (PAC) connaît un certain déve-  
loppement en capitalisant les doutes et les

1) L'un des grands projets de l'apartheid était de transformer  
tous les Bantoustans en États "indépendants" justifiant définitive-  
ment les théories du développement séparé des races.

2) Une grève dans une brasserie du Cap, fin 1989, avait vu  
l'intervention du MDM (les directions de l'UDF et du COSATU)  
pour négocier le conflit passant outre le syndicat de l'entre-  
prise. Plus récemment, Nelson Mandela est intervenu auprès  
d'un syndicat de la santé (NEHAVU) pour que cesse une  
grève. Et le MDM est intervenu, durant les événements de Wel-  
kom, pour que le boycott des commerces blancs s'arrête.

3) La Charte de la Liberté, programme historique de l'ANC  
contient un projet de nationalisations de grande ampleur sous  
le titre "le peuple doit partager les richesses du pays".

4) Voir *Inprecor* n° 303 du 23 février 1990.

5) Voir *South African Labour Bulletin*, Johannesburg, mai  
1990.

rancœurs provoquées par les négociations entre l'ANC et le gouvernement. Le PAC s'est prononcé contre ces pourparlers mais se montre cependant incapable de présenter une alternative claire stratégique, sur ce terrain de la construction du mouvement de masse. Il ne perçoit pas bien ce que pourrait être une ligne de débat et d'initiatives en direction des larges secteurs influencés par l'ANC et se trouve réduit à une abondante propagande dénonciatrice.

Quant à l'extrême-gauche, elle devrait aussi avoir un espace pour se construire si elle ne commet pas l'erreur du PAC et prend en compte, dans sa pratique, le fait que les secteurs majoritaires du mouvement syndical et populaire sont aujourd'hui contrôlés par l'ANC et le PC. L'ampleur des débats qui traversent ces derniers, mais aussi le maintien d'un niveau important de luttes devraient constituer des facteurs positifs pour apporter une réponse aux événements actuels qui ne soit pas simplement propagandiste et lui permette d'agir et d'intervenir comme une composante nouvelle du champ politique.

### Les enjeux de la nouvelle situation

Les débats du mouvement syndical, ainsi que ceux du PC, illustrent parfaitement les enjeux actuels et leurs liens avec la nouvelle situation internationale. Joe Slovo, le leader du PC, multiplie les interviews à l'étranger et en Afrique du Sud. La diversité de ces réponses, en fonction des différents publics auxquels il s'adresse, montre que le Parti a décidé de viser, lui-aussi, un très large éventail d'interlocuteurs. On peut ainsi noter que les interviews accordées en Grande-Bretagne (6) sont globalement moins radicales que celles produites en Afrique du Sud dans les médias qui s'adressent aux courants militants.

Quoiqu'il en soit, il est intéressant de se reporter aux réponses les plus élaborées et les plus radicales données actuellement par Slovo. L'entretien reproduit dans le *South African Labour Bulletin* de mai 1990 est intéressant de ce point de vue. Dans cette revue, qui s'adresse, pour l'essentiel, aux milieux très politisés de la gauche, Joe Slovo dit que les processus politiques actuels correspondent à la phase de « la révolution nationale démocratique » (7). La manière dont il évoque la situation suggère l'idée que les négociations constituent bien une « victoire », faisant ainsi écho aux déclarations du mouvement syndical ou des secteurs de l'ANC expliquant que « nous devons nous préparer à gouverner ». Il évoque la

## « Le socialisme a-t-il failli ? »

Joe Slovo dirigeant du Parti communiste a publié un bilan auto-critique sur le stalinisme intitulé *Le socialisme a-t-il failli ?* et présenté comme une contribution personnelle, « approuvée pour publication » par le Parti.

Il s'agit d'un texte très important puisque le dirigeant communiste revient sur les erreurs passées de son parti à propos de l'URSS, sur le bilan des crimes du stalinisme et sur la complicité du PC qui n'a pas vu ou voulu les voir. Une partie du texte est consacrée à la défense du socialisme.

La brochure de Joe Slovo appelle, toutefois, quelques remarques. Son bilan du stalinisme fait allusion à des « distorsions » de fonctionnement du socialisme. Bien que décrivant l'ampleur et l'horreur de ces « déformations », il n'en conclut nullement à l'existence d'un pouvoir politique et social particulier en URSS, celui de la bureaucratie ; ceci l'empêche d'analyser directement les événements concrets actuels en URSS et de faire un vrai bilan exhaustif du stalinisme. Il omet aussi toute référence à ce qu'a été le mouvement stalinien mondial, auquel son organisation a pleinement participé ; il se tait ainsi sur les théories politiques du stalinisme reproduites, jusqu'à présent, par des partis comme le sien. Enfin, il consacre une large place à son acceptation du multipartisme dans une société socialiste... Mais c'est pour indiquer qu'il ne peut pas s'opposer à ce que d'autres classes sociales disposent d'une représentation politique. Là, il faut donc comprendre que la classe ouvrière, elle, en a une seule : le Parti communiste que dirige Joe Slovo !

Ce document a toutefois un très grand intérêt. Il reconnaît de nombreuses vérités que le PC a refusé avec violence, pendant des années. De ce point de vue, il constitue un terrain idéal pour débattre avec ses militants. Ce sera aussi un test pour juger de la pratique réelle du PC sur le terrain, maintenant que Joe Slovo annonce qu'il faut en finir avec le sectarisme et les exclusives du passé. ★

démocratie ou les réformes économiques comme s'il s'agissait de débattre des tâches de la révolution nationale démocratique, ce qui contraste totalement avec les déclarations de Nelson Mandela et le contenu explicite des pourparlers officiels. A partir de là, les propos du dirigeant communiste ne peuvent qu'être très abstraits puisque plus rien ne semble relever des rapports de forces réels et de la situation concrète.

Comme toute la direction du Congrès des syndicats sud-africains (COSATU), Joe Slovo emploie dans cet interview, l'expression « Etat post-apartheid ». Toutefois, fait assez rare dans l'expression publique du PC, il précise que cet Etat pourrait et devrait être un « Etat populaire » et en vient alors à une description intéressante d'une transition ininterrompue vers le socialisme. Lorsque le journaliste aborde la question des nationalisations, il prend d'abord soin de rappeler, à juste titre, que le simple transfert de propriété ne règle pas l'affaire, mais il ajoute « il doit servir à mettre en place un autre contrôle sur l'économie, pour parvenir à la redistribution de la richesse ». Plus loin il précise : « Si le capital dit : « Nous ne sommes plus préparés à investir à cause de vos orientations prises dans le domaine social », nous ne pouvons pas l'ignorer, ni pour autant le laisser dominer nos orientations politiques ». Voilà qui, apparemment, devrait convaincre ceux qui, depuis très longtemps, interrogeaient le PC sur le contenu social et politique de la transition et sur ce qu'il appelle « l'étape démocratique nationale ».

Le problème est que Joe Slovo tient ailleurs des propos somme toute assez différents dans lesquels son problème n'est plus simplement de mesurer, en fonction du rapport de forces social, les incursions progressives dans la propriété privée des grands moyens de production, mais tout simplement d'édifier une nouvelle théorie de l'« économie mixte ». Ainsi, dans le journal euro-communiste britannique *Marxism Today*, il déclare : « Nous devons accepter la vérité historique, qui a été ignorée dans beaucoup de pays socialistes, qu'il n'existe pas de mur de Chine entre les systèmes [capitaliste et socialiste, ndlr] qui se succèdent l'un après l'autre. » Et, dans le journal français *Libération*, il ajoute : « Il y a dans la question des nationalisations beaucoup de clichés. Il est nécessaire de redistribuer la richesse dans notre pays. Mais il n'y aura pas de politique de confiscation sans compensation. Même en ce qui concerne les secteurs de l'économie publique qui ont été rendus au privé. L'important c'est que la classe ouvrière ne se renforce de façon organisée pour ne pas voir une classe exploitante d'une autre couleur confisquer les fruits de la libération. »

L'une des grandes ambiguïtés des propos de Joe Slovo tient au fait qu'il

6) Voir notamment *Marxism Today*, mensuel euro-communiste, Londres, mars 1990.

7) Le PC reste fidèle à ses anciennes positions stalinienne sur la nécessaire étape d'un Etat démocratique avant que ne se posent les termes de la lutte pour le socialisme. Depuis plusieurs années, face à la montée des idées socialistes dans la jeunesse et le mouvement syndical, Joe Slovo avait évoqué l'absence, selon lui, de « muraille de Chine » entre les deux révolutions.

prend appui, pour justifier sa position sur l'économie mixte, sur l'expérience actuelle d'application des mécanismes marchands dans l'économie soviétique. Mais, quel que soit l'avis que l'on porte sur les réformes en URSS, il existe une immense différence, sur ce point, entre un pays sans classe bourgeoise ni marché des capitaux et de la force de travail, et un pays capitaliste comme l'Afrique du Sud où l'économie est largement monopolisée par six ou sept grandes compagnies et où existe une puissante bourgeoisie. Quel rapport peut-il y avoir entre ces deux situations dans un débat d'ordre théorique ?

Or, par de telles confusions, le PC est en train d'alimenter une vaste réorientation politique au sein de la direction du COSATU, et notamment dans la gauche syndicale ; une sorte de nouveau réalisme gagne progressivement certains cercles dirigeants syndicaux, notamment ceux qui plaident voilà peu pour l'indépendance de classe et le socialisme. La confusion est à son comble quand s'ajoute, dans ces milieux, l'idée que l'accès au "pouvoir" est proche et que cela passe par l'acceptation du cadre actuel des négociations et des compromis en cours ; ou encore, que s'y entremêle une critique de "l'économie de commandement" (confondue avec toute forme de planification nationale et centralisée) et un glissement vers des formes de co-gestion de la part des courants qui, traditionnellement, se battaient pour le contrôle ouvrier (8).

L'actuel rapprochement spectaculaire entre la gauche syndicale du COSATU et le PC est souvent présenté comme le résultat de la déstalinisation de ce dernier. En réalité, il s'agit d'une évolution beaucoup plus complexe qui reflète, chez certains des principaux dirigeants du syndicat de la métallurgie, une théorie à long terme née de l'impasse politique dans laquelle ils se sont trouvés (9). Confrontés à l'hégémonie de l'ANC et à la détérioration du niveau réel d'activité syndicale, ils ont maintenant tendance à glisser de préoccupations tactiques compréhensibles à des convictions politiques largement proches de celles du PC.

Deux problèmes vont pourtant se poser maintenant au COSATU. Le premier découle singulièrement du cours politique réel du PC vis-à-vis de l'ANC. Le PC explique, en effet que, dans la lutte pour une société socialiste, il faut tout d'abord passer par une étape durant laquelle se résolvent les grandes questions démocratiques et nationales. C'est au nom de cette étape qu'il s'engage, aujourd'hui, dans et aux côtés de l'ANC et qu'il assume pleinement le cours des négociations. Or, une contradiction apparaîtra très vite entre cette théorie de la pleine

et complète réalisation des tâches démocratiques et nationales par un "Etat post-apartheid" et le compromis à venir avec le régime actuel. A moins de réduire la démocratie à sa moindre expression, on voit mal comment les pourparlers en cours pourraient déboucher sur une authentique solution des grandes revendications démocratiques et nationales, c'est-à-dire sur la fin de toute discrimination raciale et de toute exclusion par la misère.

### "Alliance stratégique"

Le second problème pour les directions syndicales du COSATU est le déficit démocratique grandissant au sein du mouvement ouvrier ; il y a eu un effritement progressif du système de contrôle de la base et de l'organisation sur les *shops-stewards* (délégués de base) et l'indépendance financière du COSATU est très mal en point. Plus les décisions relèvent du domaine politique et stratégique, plus elles sont prises au sommet. C'est ainsi que les directions syndicales ont décidé de s'intégrer aux négociations officielles dans le cadre d'une "alliance stratégique" avec l'ANC et le PC. Cela pose un problème très grave qui soulève la question de l'indépendance syndicale. Cela entraîne aussi une contradiction supplémentaire pour le PC dont la raison d'être est de réaffirmer la défense de l'indépendance de la classe ouvrière dans les batailles politiques en cours.

Aujourd'hui, on peut s'étonner de l'écart qui existe entre les professions de foi sur la "victoire prochaine" du mouvement de libération et le réalisme extrême des propositions concrètes, par exemple, en ce qui concerne le projet d'une Charte ouvrière des syndicats. Ce débat devrait aboutir en septembre 1990 à un congrès regroupant les deux centrales, COSATU et Conseil national des syndicats (NACTU).

Maintenant dans le COSATU, le débat à la base sur l'élaboration de cette Charte ouvrière se réduit à un questionnaire en cinq parties portant sur des choix,

certainement importants, mais n'ayant aucun rapport avec un quelconque projet de société alternative (10). Or, à l'origine, c'était la gauche syndicale qui avait avancé ce projet afin d'engager un débat dans le COSATU sur la perspective d'une lutte indépendante des travailleurs contre le capitalisme. Aujourd'hui, la discussion n'a plus rien à voir avec l'idée initiale qui visait à doter la classe ouvrière d'un programme qui parte des revendications immédiates et trace les contours d'un projet anti-capitaliste. La discussion tourne plutôt autour d'un projet de Code du travail, très démocratique, mais qui ne représente aucune rupture politique avec l'organisation capitaliste des entreprises et du marché du travail.

Finalement, c'est le contenu même de la Charte de la liberté qui est progressivement remis en question. Le débat sur les nationalisations lancé, par ailleurs, par Nelson Mandela lui-même, en donne un aperçu. Le 23 mai 1990, devant plusieurs centaines d'hommes d'affaires, Mandela soulignait que "nationalisation et redistribution" ne sont pas les seuls termes du vocabulaire économique de l'ANC. Selon lui, le pays pourrait s'inspirer des lois anti-trust en vigueur aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne pour éviter une concentration du pouvoir économique. La participation de directeurs nommés par le gouvernement au sein des conseils d'administration des entreprises serait aussi une autre option possible pour l'Etat. La perspective d'une nationalisation radicale des grands trusts est donc abandonnée par l'ANC. Pour Mandela, le problème porte moins sur les mécanismes économiques que sur la composition du gouvernement ; le principe d'un gouvernement, où cohabiteraient notamment le parti national de De Klerk et l'ANC est maintenant ouvertement admis (11).

Comment, dans ce cas, peut-on envisager l'avenir proche en terme de "transition" et de victoire de la "révolution démocratique nationale" ? ★

21 juin 1990

8) Bernie Fanaroff, dirigeant de la métallurgie, a expliqué, par exemple, que compte tenu de l'échec de l'économie de commandement en Europe de l'Est, « les travailleurs dans les entreprises et dans le commerce [en Afrique du Sud, ndr]... peuvent pousser leur patron pour qu'ils donnent des subventions afin d'améliorer le logement et le système d'éducation, ils peuvent aussi pousser les hommes d'affaires pour qu'ils exercent une pression sur l'Etat pour qu'il donne plus de ressources à ces deux domaines » (*Weekly Mail*, Johannesburg, 9 mars 1990).

9) Alec Erwin, l'un des principaux dirigeants de la métallurgie et du COSATU écrit : « L'économie de commandement peut opérer des changements structurels mais engendre aussi la stagnation de la productivité et du niveau de vie ; le marché impose une discipline efficace aux producteurs des investissements diversifiés et de qualités soigneusement contrôlés. (...) Finalement, la restructuration de l'économie peut aller main dans la main avec la construction d'un nouvel Etat démocratique en Afrique du Sud... Notre futur démocratique dépend de notre propre perestroïka » (*Weekly Mail*, Johannesburg, 30 mars 1990).

10) Le questionnaire envoyé à la base pour élaborer cette Charte porte sur les droits de base (condition de travail, sécurité sociale...), les droits syndicaux (négociations et grèves), les droits et protection des femmes, l'aide aux familles, et les droits politiques, notamment l'indépendance des syndicats par rapport à l'Etat. Sur 24 questions, une seule pose la question très générale « Quels droits politiques devraient avoir les travailleurs ? »

11) Au cours de son voyage en Europe, Nelson Mandela a effectivement plaidé auprès des gouvernements et des hommes d'affaires pour le maintien actuel des sanctions. Il a en même temps appelé à des propositions d'investissements et d'aides qui puissent contribuer au développement d'une nouvelle Afrique du Sud et à une redistribution des richesses en faveur des Noirs, en alternative à une intervention de l'Etat.

# Un pouvoir dans l'incertitude

Un an après les sanglants événements de la place Tiananmen, les vainqueurs de ce coup de force sont toujours en place et s'efforcent de rendre irréversible la nouvelle donne. Derrière cette apparente détermination, c'est plutôt l'incertitude qui prévaut à tous les niveaux ; le pouvoir est nerveux et peu sûr de lui. Si peu sûr qu'il n'a même pas osé organiser la traditionnelle parade du Premier Mai à Pékin. Le seul élément significatif de l'année écoulée est la reprise en main de l'économie qui prolonge et amplifie la politique d'austérité décidée en 1988 et acceptée alors par les réformateurs. Mais même cette orientation, qui étouffe la croissance, est contestée.

Nombre d'indices montrent que les bourrasques venant de l'Europe de l'Est commencent à exercer leur effet sur un monde chinois qui ne peut, en tout état de cause, revenir à la situation d'antan (voir *Inprecor* n° 309 du 18 mai 1990).

Roland LEW \*



**A**VEC DU REcul, les événements de 1989 prennent une tonalité un peu différente ; on mesure mieux aujourd'hui l'ampleur de la cassure qui s'est produite dans les hautes sphères de la direc-

tion et la montée en puissance du courant conservateur durant les deux ou trois années qui ont précédé l'explosion. Si pendant le printemps 1989, le monde extérieur et la population chinoise ont pu penser qu'une victoire du courant réformiste entraîné par Zhao Ziyang était possible et même probable, il semble bien, après coup, que les jeux étaient faits avant que l'agitation ne démarre. De nombreux témoignages d'exilés, ayant appartenu au proche entourage des réformateurs, attestent que l'offensive conservatrice était devenue irréversible dès 1988.

La haute bureaucratie du Parti a saboté activement les projets des réformateurs ; l'appareil gouvernemental, longtemps leur bastion, a été pris en charge par Li Peng en 1988, devenant dès lors le centre d'une résistance ouverte au réformisme. Pis encore, Deng Xiaoping a basculé, se prononçant moins en défaveur du réformisme.

La réforme est, à vrai dire, gravement en crise. Depuis le milieu des années 80, elle a accru les dangers centrifuges et introduit un risque d'éclatement de fait du pays. La Chine est progressivement deve-

nue ingouvernable. Les difficultés se sont accumulées dans le secteur industriel et dans les campagnes, là où pourtant la réforme avait obtenu ses plus grands succès.

La gestion économique s'est révélée de plus en plus incontrôlable, les provinces et localités échappant à la tutelle du centre. L'inflation et la corruption ont provoqué des tensions sociales dans les villes. Le régime était donc en train de perdre à toute vitesse les fragments d'une légitimité qu'il avait péniblement regagnée dans les années fastes de la réforme. La corruption, tout particulièrement, a miné ce qui restait de crédit au pouvoir. Il fallait réagir.

Dès 1987-1988, même les réformateurs au sommet du Parti avaient compris qu'une rectification économique était nécessaire et indispensable. En 1988, une politique d'austérité et de lutte contre l'inflation a été acceptée par les divers courants au pouvoir.

En 1988-1989, cette politique, prévue pour une courte période (environ un an), a été prolongée pour au moins trois ans. Les opposants à la réforme sont alors passés à l'offensive ; ils ont rassemblé progressivement une coalition de forces, de plus en plus irrésistible, entraînant peu à peu Deng dans leur sillage (1). Zhao Ziyang, Premier ministre et Premier secrétaire du Parti communiste chinois (PCC) (remplaçant le très réformateur Hu Yaobang défenestré — déjà — au début 1987 par un conglomérat hétéroclite appuyé par Deng Xiaoping) a dû céder la direction du gouvernement et, rapidement, la réalité du pouvoir à ses adversaires.

Avant même que ne s'ouvre la période de tumulte, les hiérarques du Parti ont commencé à chercher un successeur au "chef" du PCC fortement affaibli. En se rapprochant des étudiants en révolte, Zhao Ziyang a joué alors son va-tout. Peut-être prenait-il surtout date pour de futures batailles, celle en cours étant à l'évidence perdue pour lui.

Pourquoi la Chine qui avait été si loin dans la démaoïsation et dans la remise en question des traits despotiques (identifiés au maoïsme) du socialisme réel et qui, de plus, était dirigée par un patriarche, Deng Xiaoping — formé certes dans le rude moule ancien, mais dont la réputation de pragmatisme n'était plus à faire, pourquoi donc cette Chine officielle s'est brusquement crispée, multipliant les signes d'une volonté de rebrousser chemin ?

On a, un peu rapidement, mis ce mouvement régressif sur le compte des vieillards, tous militants de la première heure, communistes dès les années 20 qui, bien qu'officiellement à la retraite (sauf Deng, et encore), conservaient l'essentiel du pouvoir. Des chefs qui ne pouvaient accepter ce qui était devenu évident : pousser la réforme plus loin, c'était quitter le socialisme réel, de manière tendancielle (et même sans doute rapidement, comme l'ont montré après-coup les événements d'Europe de l'Est) et donc anéantir l'œuvre et les formes de pouvoir, mais aussi les avantages et les privilèges sociaux liés au socialisme réel.

L'importance de ce groupe de vétérans est indéniable. En abandonnant le devant de la scène, ils ont chacun mis à leur place certains de leurs proches, des "jeunes" sexagénaires, voire des septuagénaires, comme Yao Yilin, puissant patron de la Planification, venu remplacer Chen Yun, réformateur très modéré devenu le gardien sourcilieux des "principes" du socialisme réel. Tous ces "grands ancêtres" sont restés au centre du pouvoir, présents dans les décisions importantes du bureau politique et auraient même gardé un droit de vote effectif. Qui plus est, ils ont, dans une certaine mesure, rallié Deng à leurs vues, réduisant son rôle d'arbitre et affaiblissant ainsi de façon décisive le camp des réformateurs.

La longévité de ces révolutionnaires, qui ont survécu à nombre de tempêtes, est étonnante. Elle a fait des vainqueurs de 1949, les maîtres du lieu et du jeu, 40 ans après ; ou plus exactement les maîtres apparents.

\* Roland Lew est enseignant à l'Université libre de Bruxelles et spécialiste de la Chine.

1) Voir L. Dittmer, "The Tiananmen Massacre", in *Problems of communism*, septembre-octobre 1989, p.3 et suivantes.

Car il y a probablement plus décisif que l'effet de résistance physique de ces hommes (incluant une seule femme : la veuve de Zhou Enlai, Deng Yingchao).

Si la Chine souffre largement des mêmes maux qui ont précipité l'effondrement rapide du socialisme réel à l'Est, ce sont ses dimensions qui pèsent le plus dans les formes mais aussi dans la gestion de la crise. On pourrait parler de surdimension à l'échelle colossale des problèmes démographiques, d'une société mal articulée, mais aussi d'une unité nationale toujours malaisée à maintenir et mise à mal par les effets de la réforme économique, sans oublier les difficultés, à bien des égards inextricables, à penser et à mettre en œuvre un développement économique cohérent. Or si la réforme post-Mao s'est efforcée, à sa façon, de répondre à ces problèmes, elle est apparue à son tour comme une source d'accélération de la crise chinoise et a fait douter de la possibilité du régime à gouverner la totalité chinoise, à lui conserver son unité.

Face à cette exigence, qui a obnubilé tous les gouvernants et candidats au pouvoir depuis le XIX<sup>e</sup> siècle (pour ne pas remonter plus loin), les clivages dans la période récente ont dépassé le face-à-face entre réformateurs et conservateurs avec, au milieu et comme point d'équilibre, Deng Xiaoping. Les fractures renvoyaient aux interrogations sur la continuité, voire la survie de la Chine.

Le pays était en crise en ce début 1989, tous les observateurs le savaient, tous les Chinois le sentaient, ou plutôt en subissaient les effets, mais personne ne s'attendait à la brutalité du tournant.

La nouvelle équipe, pressée par le Premier ministre Li Peng, Yao Yilin, et quelques autres, a tenté d'imposer une recentralisation économique, de rendre aussi plus durable la politique d'austérité

qui avait commencé en 1988 et même d'en faire le point de départ d'un retour à une tutelle plus étroite de l'Etat et des ministères centraux sur les autorités provinciales et locales (2).

Il s'agissait de contenir de toute urgence une inflation menaçante pour la croissance économique et aux effets sociaux potentiellement explosifs dans les villes.

Si la volonté de recentralisation et d'affirmation de l'autorité étatique sur l'économie semble évidente partout, sa réalité, elle, est plus douteuse.

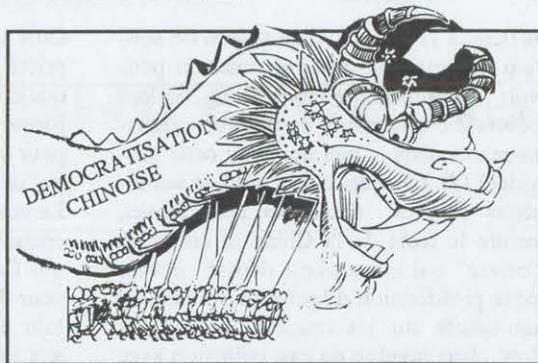
La politique d'austérité est indéniable. Elle était d'ailleurs inévitable afin de limiter d'incontestables débordements, notamment des investissements budgétaires et surtout extra-budgétaires échappant à l'autorité centrale et, d'ailleurs, souvent irrationnels (3).

Il s'agissait aussi de freiner la surchauffe de l'économie.

En 1989, la croissance du Produit national brut (PNB) n'a été que de 4,4 % et celle de l'industrie de 6,8 %, chiffre le plus bas depuis 1981 ; des objectifs modestes d'augmentation de 6 % de l'industrie et de 5 % du revenu national sont proposés pour 1990 (4).

C'est en tarissant de manière drastique les flux financiers, principalement bancaires, que les résultats les plus significatifs ont été obtenus, surtout une certaine réduction de l'inflation : alors qu'elle était d'environ 30 % en 1988 (chiffre plus important que les estimations officielles de 18,5 %), elle est tombée aux alentours de 20 % en 1989, ce qui est encore beaucoup ; l'intention proclamée est de contenir la poussée des prix en dessous des 10 %, en l'espace de trois ans.

De même, la prolifération spectaculaire du secteur privé et semi-privé a été ralentie. ★



La commission d'Etat du Plan assure directement l'approvisionnement complet en énergie et en matières premières de ces entreprises — à charge pour celles-ci de fournir un quota précis de production, de taxes et de profit (6). Les entreprises sont ainsi plus étroitement sous tutelle, mais elles n'ont plus à chercher laborieusement (et souvent illégalement) une fraction notable de leur approvisionnement sur le marché libre. L'avenir dira ce qu'il adviendra de cette tentative. L'important est que, dans la phase actuelle, on avance prudemment, à tâtons, à l'essai et dans l'incertitude des réactions. Il faut rappeler que les expérimentations du début des années 80 ne furent pas très heureuses...

Les maîtres du pays ont eu beau éliminer le secrétaire général réformateur, Zhao Ziyang, et vouloir imposer leurs décisions tous azimuts, ils ont rencontré une résistance tenace, menée au tout premier chef par des autorités régionales et locales qui ont appris à n'en faire qu'à leur tête ; ce n'est même plus comme à la fin de la période maoïste, lorsqu'on "obéissait" tout en détournant les instructions. Actuellement, on fait à peine semblant d'accepter les nouvelles règles et on n'essaye même pas de donner l'impression de se soumettre. Nombre d'autorités régionales sont devenues trop fortes pour que le "centre" puisse les contraindre aisément à faire preuve de docilité.

L'exemple le plus souvent cité est celui du gouverneur de la province du Guangdong — où se trouve Canton — qui jouxte Hong Kong : ce dernier maintient une politique d'ouverture — voire de dépendance — à l'égard de cette ville-Etat très capitaliste. Il s'agit, il est vrai, du fils d'un prestigieux maréchal communiste, aujourd'hui décédé, Ye Jianying, et il bé-

## Les forces centrifuges contre le "centre"

ON EST LOIN d'une véritable recentralisation et, comme le montre le document officiel le plus significatif à cet égard, la résolution en 39 points adoptée au Plénum du comité central de novembre 1989, il n'est pas question de revenir complètement en arrière. Et d'ailleurs, il a fallu des mois avant que ce texte, fruit d'un évident compromis, ne soit publiquement mis en circulation (5). Les indices confirmant le cheminement pénible vers

la recentralisation ne manquent pas. Et d'abord celui-ci, bien révélateur : on procède, pour réintroduire une mainmise de l'Etat, de la même façon expérimentale et prudente que durant les premières années de la réforme (aux objectifs alors décentralisateurs).

Il s'agit de revenir à l'ancien système. C'est ainsi que les autorités centrales ont proposé un procédé de "double garantie" à 50 entreprises importantes du Nord-Est.

2) Voir *Far Eastern Economic Review* (FEER), articles des 12 et 19 octobre 1989 et du 30 novembre 1989.

3) Voir *Survey of World Broadcast* (SWB), FE du 30 novembre 1989, B2 p.3.

4) Discours de Li Peng à la Conférence nationale de la Planification, 26 décembre 1989, SWB/FE 29 février 1989.

5) Les 39 points ont été publiés dans le *Renmin Ribao* du 17 janvier 1990. Voir aussi le communiqué de la session, texte plus prudent, SWB/FE du 11 novembre 1989.

6) SWB/FE : W 0114 du 7 février 1990 et FEER du 22 mars 1990.

néficia, à l'évidence, d'un réseau de soutien important jusqu'au sommet du pouvoir (des rumeurs, à Hong Kong, parlent pourtant ces temps-ci de possibles remaniements dans la hiérarchie de cette province) (7). Chaque région protège ses intérêts propres, même les plus étroits, contre le reste de la Chine et contre le "centre" qui est souvent démuné devant cette prolifération d'égoïsmes solidement arc-boutés sur les soutiens locaux, qui font, dans nombre de cas, collusion avec la population (8). De toute façon, la nouvelle logique économique, issue de plus d'une décennie de réformes, a été trop loin pour qu'un rappel à l'ordre, ou des instructions d'en haut, puissent amener des changements dans les comportements localistes, déjà bien ancrés. Les appels réitérés, venus du sommet de l'Etat, ne peuvent pas modifier une situation qui résulte de l'immensité du pays et de niveaux de plus en plus inégaux de développement (9).

La situation s'est en quelque sorte inversée. Lorsque les réformateurs étaient aux commandes, l'appareil central sabotait leurs décisions alors que les régions les soutenaient plutôt. Maintenant, les provinces et localités font de l'obstruction plus ou moins passive et l'appareil central a du mal à faire appliquer son autorité. Un récent rapport officiel du bureau des Statistiques n'hésite pas à décrire la perte d'initiative des cadres d'entreprises, voire la passivité qui existe à tous les niveaux, et cela dans l'attente d'une politique économique ferme et puissamment soutenue (10). La prudence et la réserve des *managers* sont d'autant plus compréhensibles que le régime proclame, par la bouche même de Li Peng, la nécessité pour le Parti de reprendre directement le pouvoir dans les entreprises, donc de revenir à la situation de l'époque maoïste où le directeur était étroitement subordonné au secrétaire du PCC local ; verbiage idéologique ou véritable offensive, nul n'en sait trop rien.

Le "centre" peut certes freiner les excès de dépenses aux effets inflationnistes et mieux contrôler le commerce extérieur, mais il n'a plus les moyens d'une pleine maîtrise du tissu de la vie industrielle. Et, d'ailleurs, s'il affiche sa détermination à redonner une solide autorité à l'Etat, il affirme dans le même souffle vouloir préserver la réforme, y compris

dans sa dimension d'extension de la propriété privée. Ce n'est pas le fait d'un quelconque enthousiasme pour cette réforme et encore moins d'une fascination pour la propriété privée ; tout simplement le "centre" ne peut plus faire autrement. Le ver réformiste est partout et, d'ailleurs, encore bien représenté au sommet. Lorsque Deng a fait pencher la décision en faveur de la répression en juin 1989, il est loin d'avoir laissé les coudées franches aux conservateurs. C'est lui qui a choisi comme successeur de Zhao Ziyang un candidat de compromis, Jiang Jemin, en refusant pour le poste suprême Li Peng qui est totalement identifié aux conservateurs. Et Jiang Jemin, ancien patron de la métropole industrielle de Shanghai, favorise tout naturellement sa ville — son



seul bastion dans ce qui est, pour lui, un pouvoir fragile. Or, la politique menée actuellement à Shanghai consiste certes, comme le veut la doctrine actuelle, à s'appuyer sur les grosses entreprises d'Etat ; mais elle favorise, à la fois, une autonomie plus large de ce centre industriel, réduit le corset des directives étatiques, tente d'attirer le maximum de capitaux étrangers et même de développer une bourse financière. Bref, elle tend à pousser à une sorte de capitalisme étatique,

projet très différent des intentions des vainqueurs du printemps 1989...

Plus encore, ce qui résiste à la réforme, ce sont les pratiques effectives des cadres à tous les niveaux. Ceux-ci ne sont guère partisans d'une recentralisation et d'un retour au socialisme réel. Ils forment plutôt l'armature rouillée d'un appareil désemparé et largement corrompu qui ne pense qu'à parasiter et à exploiter le plus possible une population encore dépendante d'eux pour une bonne part. Cette bureaucratie a gonflé considérablement ses effectifs dans les années 80 — plus 60 % entre 1982 et 1988, contre un accroissement de 20 % seulement de la force de travail globale — en contradiction avec la logique de la réforme et... d'indispensables économies budgétaires (11) ; ce n'est pas, à l'évidence, un appareil porteur d'une cohérence économique, d'un sens de l'Etat ou de la continuité et encore moins d'un renouvellement de fonctionnement du socialisme réel.

Cette dégradation est particulièrement visible dans les campagnes ; si les cadres n'y jouent pratiquement plus un rôle fonctionnel, ils possèdent en revanche une redoutable rente de pouvoir qu'ils font souvent payer fort cher. Ce sont eux qui décident de l'attribution des terres aux familles (en principe la collectivisation est toujours de mise). Ils fixent aussi le prix de la "location" — sorte de "fermage" d'Etat — dont le cours n'a jamais été établi nationalement. Tous les abus sont possibles dans les villages, et d'ailleurs commis... (12)

Les provinces et localités ont tendance à exercer un pouvoir "féodal" sur leurs administrés et contre le "centre". Ce dernier s'efforce d'une façon qui n'est pas toujours déraisonnable, de faire prévaloir les exigences des intérêts globaux, voire de protéger les régions les plus démunies. Un rapport officiel reconnaît que, de 1985 à 1988, l'écart entre régions pauvres et régions riches s'est accru (13). Les appels pressants dans la presse et les instructions officielles, sommant les cadres locaux d'arrêter d'inventer

7) Voir *Ta Kung Pao* (Hong Kong) du 8 avril 1990.

8) Discours de Li Peng du 26 décembre, SWB/FE 29 décembre 1989, B2, p. 5.

9) SWB/FE, B2, p. 1 du 7 décembre 1989, et B2, p. 1 du 19 décembre 1989.

10) *China Newsletter*, n° 85, p. 3.

11) FEER du 9 novembre 1989.

12) C. Aubert, "La crise agricole en Chine", *Le Courrier des pays de l'Est*, La Documentation française, novembre 1989.

13) FE/W/0123 du 11 avril 1990.

des taxes et surtaxes abusivement exigées sous toutes sortes de prétextes fallacieux, ne manquent pas (14). Ce comportement fréquent fait resurgir de très désagréables souvenirs d'une époque que l'on croyait révolue (celle des exactions de la Chine républicaine de 1912 à 1949).

Plus d'un officiel et d'un citoyen doivent garder en mémoire que l'extorsion immodérée d'impôts a été une cause importante de la chute de la République...

Pour l'essentiel, les autorités de Pékin pratiquent une navigation économique incertaine, qui reflète un rapport de forces moins unilatéralement favorable aux conservateurs et les oblige à de laborieux compromis avec les réformateurs ; ils sont contraints de tenir compte des pesanteurs du réel, voire d'une dynamique économique qui leur échappe. Tout se négocie et se marchande. De puissants lobbys écologiques se constituent pour limiter l'ampleur des projets de barrages sur les grands fleuves, de véritables débats s'esquissent, utilisant des arguments raisonnables, loin des discours idéologiques ressassés et de la toute-puissance d'antan du pouvoir central.

La répression qui a suivi les événements de 1989 a été très vive, mais aussi très courte et sans commune mesure avec ce qu'ont subi les populations durant la période maoïste. Un retour au passé, marqué par une répression de grande ampleur et supposant un encadrement puissant d'une population passive, est aujourd'hui exclu. Le régime a frappé fort avant tout pour arrêter d'un seul coup la contestation. De même, il a choisi les victimes de façon très sélective (à l'échelle chinoise), délibérément en dehors du milieu étudiant. Celui-ci est contenu, mais il reste frondeur. Pour donner une impression de retour à la normale, le pouvoir procède actuellement à une libération par paquets : près de 600 personnes libérées en janvier 1990, environ 200 au printemps. Les autorités reconnaissent que 431 cas sont encore "sous investigation" à Pékin (15). Le chiffre réel est très supérieur, mais il reste encore loin des millions de prisonniers des années noires du maoïsme (voir *Inprecor* n° 289 du 12 juin 1989).

En écrasant ses opposants, le régime a perdu ce qu'il avait péniblement gagné dans la phase montante de la réforme : après des années de désaffection, on assistait, au début des années 80, à un progressif retour vers le PCC ; 8 % des étudiants des universités de Pékin étaient membres du Parti en 1984 et 11,5 % en 1986. Chiffre plus frappant, près de 25 % des

diplômés ont adhéré en 1984 et près d'un tiers en 1986 (16). Dans tous ces milieux, il s'agissait moins de conviction — les enquêtes officielles font ressortir un profond scepticisme et même une forte défiance du monde étudiant à l'égard du régime (17) — que d'un calcul : l'espérance qu'un parti transformé, "modernisé" et adossé aux réformes économiques donnerait une pleine place aux intellectuels et à la future couche des experts et des techno-bureaucrates. Les pressions de nombre d'étudiants ne visaient qu'à accélérer ce processus appuyé par des secteurs non négligeables de l'appareil (y compris le secrétaire général Zhao Ziyang). Cette espérance de prise de pouvoir constituait pour beaucoup une motivation à la fois plus précise et plus mobilisatrice, durant les événements du printemps, que les aspirations vagues à la démocratie. On a même pu mettre en lumière des comportements peu démocratiques de la part de nombreux chefs étudiants reproduisant parfois jusqu'à la caricature les mêmes attitudes autoritaires que les cadres honnis du PCC (jusqu'à s'entourer de gardes du corps ou à multiplier les purges.)

Evidemment, après le massacre, la

cassure a été profonde, mais le projet techno-bureaucratique subsiste toujours. L'appareil doit donc trouver les moyens de renouer avec le monde intellectuel et étudiant. Pour ce faire, on propose à la jeunesse les valeurs d'un patriotisme vague et très classique — allant jusqu'à la xénophobie —, faute de pouvoir mettre en avant des visions plus novatrices ; aux intellectuels, on fait miroiter les avantages et le prestige de la fonction d'expert dans un projet de modernisation du pays, que le pouvoir continue à faire sien sans lui donner des contours très précis (18).

Il s'agit plus directement de séduire, ou tout au moins de rassurer, les nombreux étudiants vivant à l'étranger, dans l'espoir qu'ils regagnent la mère patrie, munis de leurs précieuses connaissances acquises dans les grands centres universitaires occidentaux.

Mais la méfiance l'emporte pour le moment, l'instabilité sociale est partout et la crainte diffuse n'a plus rien à voir avec la peur du passé. La situation dans les villes reste tendue et la violence très présente. La délinquance devient un véritable fléau ; des secteurs sociaux, des pans entiers, échappent à toute tutelle des autorités.

Le pouvoir ne se fait d'ailleurs guère d'illusion sur l'atmosphère dans les centres urbains (19). ★

## Instabilité sociale et politique

LE MAITRE MOT depuis des mois est "stabilité", le reste ce sont des discours idéologiques éculés, auxquels on ne fait même pas semblant de croire, ou alors de vieilles gesticulations verbales, comme cet appel à en revenir aux belles habitudes de la critique et de l'auto-critique (20). Sans oublier cet éditorial du *Renmin Ribao* (*Le Quotidien du Peuple*) qui déclare crûment que « les principes du Parti sont l'essence du journalisme socialiste » : le pouvoir dans sa nudité et dans sa brutalité (21).

Ou encore, plus dérisoire, le retour aux anciennes imageries avec un appel à suivre l'exemple des saintes figures du passé "rouge", comme l'inimitable héros de la période maoïste, le brave soldat Lei Feng, vrai-fausse incarnation du dévouement, fabriquée de toutes pièces par la propagande maoïste et objet, depuis pas mal de temps, des moqueries d'une population désabusée et cynique. Que ce modèle, produit des naïvetés d'une époque maoïste révolue, soit exalté par l'un des

plus redoutables comploteurs du printemps dernier, Yang Baibang, ne fait qu'ajouter le méprisable au grotesque (22).

Les convictions d'antan sont mortes. Et c'est bien ainsi que la population doit, par exemple, comprendre la déclaration de Li Peng affirmant que les entrepreneurs font partie de la classe ouvrière, donc du bon peuple.

L'appel lancinant et angoissant à la stabilité, incarne, lui, un objectif majeur, une crainte évidente. C'est comme si le régime jouait sa dernière carte. Il connaît la peur des masses face au désordre, la han-

14) Voir le point 27 de la résolution en 39 points SWB/FE, B2, p. 8, 24 janvier 1990.

15) SWB/FE/0761 du 11 mai 1990.

16) S. Rosen, "Political Education and Student Response : Some Background Factors Behind the 1989 Beijing Demonstrations", *Issues and Studies*, octobre 1989, p.12 et suivantes.

17) Voir *Ibid.* p. 19.

18) SWB/FE/0756 du 5 mai 1990 B2/ p. 3 et 4.

19) SWB/FE/0755 du 4 mai 1990 B2/2.

20) SWB/FE/0761 du 11 mai 1990 B2 p.1 et 2.

21) SWB/FE/0755 du 4 mai 1990 B2/2.

22) SWB/FE/0758 du 8 mai 1990 B2/7.

tise d'un retour aux violences, comme à l'époque de la Révolution culturelle.

Il n'ignore pas l'effroi des cadres du Parti et de la population urbaine face au risque de désagrégation du pays.

D'où cette équation, où le patriotisme est identifié à la démocratie populaire et au socialisme (23). En quelque sorte, le pouvoir se présente comme le garant de l'ordre face au risque de chaos ; c'est peu et beaucoup. Peu, en regard des promesses mirifiques du passé ; énorme, puisqu'il n'y a pas d'alternative. Certes, on ignore l'essentiel de l'activité clandestine et de ce qui peut se préparer de façon souterraine. Mais, il est certain que le mouvement contestataire organisé, du moins en Chine, est faible : en dehors des étudiants et même dans les universités, sa force n'est guère évidente.

Les opposants sont soit en fuite, soit en prison, soit silencieux. Ou, plus exactement, ils font probablement un travail de sape, notamment dans le Parti. Car c'est encore du Parti que peut provenir la résistance la plus efficace.

L'armée, cet acteur majeur de la réalité chinoise, est source de préoccupations

pour les dirigeants. En principe, tout est sous contrôle ; la commission militaire du comité central — le véritable centre du commandement militaire —, l'un des



lieux décisifs du pouvoir dans le pays, est une citadelle solidement tenue par les "épurateurs" du Printemps.

Le nouveau secrétaire général de cette commission militaire, l'homme chargé de la gestion quotidienne de l'armée, n'est autre que Yang Baibing (celui-là même qui fait l'éloge du valeureux petit soldat Lei Feng), figure de premier plan de la répression et demi-frère de Yang Shangkun, l'homme le plus actif dans la répression de 1989. ★

## Le spectre de la Roumanie

LES RETICENCES sont visibles au sein de cette armée chargée de la sale besogne — d'être le bras séculier de conflits entre civils (24). La jeune génération des officiers — formée par des professionnels plus que par des "politiques" — n'est pas insensible aux attentes de la société. Il n'est pas sûr que ces gradés n'aient pas des relais, une écoute jusque dans la haute hiérarchie. Une reprise en main des cadres militaires a été nécessaire et est toujours en cours. On dit que 3 500 officiers seraient soumis à une enquête à cause de leur comportement — probablement leur inaction — durant les émeutes du Printemps. Le spectre de la Roumanie hante les dirigeants, à tel point qu'ils ont mis l'armée en état d'alerte, fin décembre 1989, après l'effondrement du régime

Ceausescu (25). Ils ne sont pas sûrs du comportement éventuel d'une armée, longtemps prestigieuse, mais aujourd'hui traumatisée par le fait de n'être perçue que comme une force de répression.

L'armée demande maintenant son dû, le remboursement de son engagement et de son "effort" sous forme de crédits supplémentaires (alors que le budget, depuis une décennie, est stagnant ou en baisse). Elle a obtenu une augmentation de son budget de 10 % pour 1990. Pièce maîtresse dans les évolutions futures, et notamment dans la phase difficile de succession du vieux Deng, l'armée n'est acquise de façon certaine pour aucun clan ni pour aucun projet.

Le rappel incessant de son rôle comme instrument du Parti (de la "dicta-

ture du prolétariat") fait penser que rien n'est sûr.

La fragilité du pouvoir est aussi manifeste dans ses relations au monde ouvrier.

On aurait pu s'attendre à une politique plus attentive aux demandes ouvrières de la part d'une équipe qui clame sa volonté d'orthodoxie et qui doit trouver des soutiens populaires. En fait, c'est la politique antérieure qui s'est imposée, ou plutôt qui a voulu s'imposer. Dans la même logique que les réformateurs, l'équipe Li Peng s'efforce de limiter les hausses de salaire, et elle s'est, à son tour, attaquée à l'égalitarisme des revenus ; d'où une tentative de bloquer ou

de supprimer les primes, pour faire baisser le niveau des salaires, dont l'augmentation dépasse régulièrement l'accroissement de la productivité du travail (sans toujours rattraper les hausses de prix : 16,6 % de hausse des salaires et environ 20 % d'augmentation des prix entre janvier et octobre 1989). Plus encore, en septembre 1989, il a été décidé de geler 10 % du salaire, placé autoritairement en bons d'Etat : bref, un emprunt forcé.

Le résultat ne s'est pas fait attendre. Une agitation ouvrière s'est développée, sous la forme d'une multitude de petites pressions dans les entreprises, mais aussi de manifestations (on parle d'un total de 500 000 manifestants rien que pour le premier semestre de 1989) (26). La productivité du travail a brutalement chuté — moins de 3 % de croissance pour les neuf premiers mois de 1989 contre 9 % pour la même période en 1988 — lançant ainsi un sérieux défi au pouvoir (27), qui recule et hésite. Il est, en outre, conscient qu'il doit répondre à un grave problème de chômage : 15 à 20 millions des 135 millions d'actifs urbains ont été licenciés et une partie seulement a retrouvé un emploi ailleurs. De 2 % le chômage urbain est passé à 4 % au moins, en 1989, touchant environ 6 millions de personnes (sans oublier une possible perte de 15 millions

23) Voir SWB/FE/0756 du 5 mai 1990, B2 p. 1 à 6.

24) J. T. Dreyer, "The People's Liberation Army and the Power Struggle of 1989", in *Problems of communism*, septembre-octobre 1989, p. 42-43.

25) Voir *Ming Pao* (Hong Kong) du 29 décembre 89.

26) Voir *China Newsletter* n° 85, 1990, p. 9.

27) Voir FEER du 25 janvier 1990.

d'emplois dans les industries rurales mises en faillite (28). L'indemnité de chômage a certes été relevée mais le problème reste intact. On a pu parler de "fatigue mentale" à propos du comportement ouvrier, de léthargie ou encore de désobéissance passive (29) ; de démobilisation sociale ou économique. La fin de l'année 1989 a même vu une nette contraction de la croissance industrielle (0,7 % pour les trois derniers mois) et même une chute en octobre pour la première fois de la décennie.

La politique d'austérité a d'ailleurs été critiquée dès le Plénum de novembre 1989 et ouvertement remise en question au plus haut sommet de l'Etat.

Le silence paysan n'implique pas aujourd'hui, pas plus qu'au printemps 1989, un soutien au régime, ni d'ailleurs une sympathie pour les villes et leurs habitants : les intérêts sont trop divergents et le dialogue inexistant. Le silence de la majorité paysanne (le monde rural représente plus de 70 % de la population) est certes un atout pour la survie du PCC, mais il représente aussi une lourde hypothèque.

Les sources de mécontentement sont évidentes dans les campagnes qui ont connu nombre de succès durant la première moitié de la décennie et pas mal de déboires depuis (30). Le niveau de vie réel a progressé de 124 % de 1978 à 1984, mais seulement d'environ 5 % entre 1984 et 1988 ; il aurait peut-être même baissé de 10 % en 1989 (31).

Le paysan réagit à sa façon contre ce qui lui déplaît en mettant en œuvre une sorte de grève inavouée de la production et des livraisons, qui contribue à fragiliser le régime. Cette méfiance est d'autant plus intense que des rumeurs ont parcouru les villages concernant l'éventuelle intention du régime de recollectiviser les terres, au point qu'il a fallu multiplier les démentis dans la presse. L'attitude ambiguë des cadres dans les villages, laissant parfois planer le doute, n'a pas détendu l'atmosphère (32). Dans un geste en faveur des ruraux, le pouvoir voudrait procéder à une nationalisation des terres (qui appartiennent, pour le moment encore, aux collectivités), ce qui serait une manière de garantir la continuité du processus de décol-

lectivisation, de protéger les paysans contre le pouvoir des petits chefs locaux et de fixer des règles du fonctionnement des terres (location, concentration...).

Mais il s'agit là seulement d'un projet, dans l'ignorance des réactions des protagonistes (la nationalisation pourrait être perçue comme le signal d'une nouvelle collectivisation progressive). Dans les faits, les autorités reculent devant tout ce qui pourrait favoriser une rupture de l'équilibre bien fragile des campagnes.

Les villes représentent une menace permanente si forte que le régime ne veut pas y ajouter une instabilité rurale. La paix précaire et la tolérance des paysans à

des paysans, qui arrange si bien les détenteurs du pouvoir — et peut-être nombre d'opposants citadins —, ne leur permet pas de mesurer le degré d'acceptation ou de refus de ce secteur. C'est une incertitude grosse de dangers.

Cette situation, qui prolonge dans le monde moderne une donnée de fond traversant des siècles de vie paysanne traditionnelle, contribue fortement à l'ingouvernabilité de la Chine.

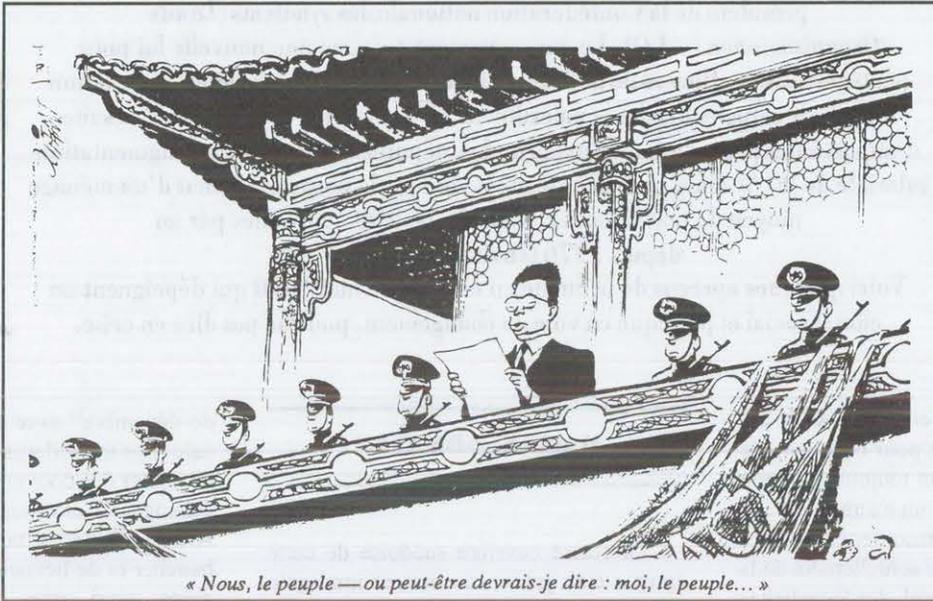
Rien n'est donc joué. La fébrilité des vainqueurs, leur sensibilité et leur crainte face aux éruptions qui gagnent un pays de l'Est après l'autre, attestent de leur faiblesse (35). Tout le monde attend la succession pour en découler. On soupèse soigneusement les chances de survie de Deng Xiaoping, 86 ans, ou de Chen Yun, 85 ans, chef de file des conservateurs et proche, dit-on, du trépas. Comme si le destin national se jouait autour de la survie de vieillards en fin de course physique, mais aussi politique. En attendant, les acteurs sont en place pour un nouveau round et l'incertitude sur le comportement de la société

reste complète.

Si les dirigeants effectifs sont très vieux, leurs héritiers désignés sont, eux, mal en selle (Jiang Jemin), peu populaires et même parfois haïs (Li Peng).

Période grise qui suit de sombres moments et prépare des lendemains plutôt gris. ★

30 mai 1990



l'égard du pouvoir sont sa seule force et la raison de sa survie.

Il n'est pas alors étonnant que, pour des motivations tant politiques qu'économiques, l'agriculture soit devenue la priorité des priorités (la première dans une liste de dix, énoncées récemment par Li Peng à la réunion de l'Assemblée nationale populaire).

Malgré une bonne année agricole en 1989, qui a permis de dépasser de justesse la récolte record de 1984 (407,5 millions de tonnes de céréales en 1989), l'avenir n'est pas glorieux comme l'admet le ministre de l'Agriculture, He Kang. Il sera en effet, avoue-t-il, malaisé d'obtenir 400 kilos de céréales par habitant d'ici l'an 2 000, résultat pourtant atteint durant l'année faste 1984 (33). Le pouvoir fait appel à une vaste main-d'œuvre paysanne pour relancer de multiples travaux d'irrigation : 40 millions de paysans ont été mobilisés, à l'hiver 1990, chiffre qui n'avait pas été atteint depuis longtemps (34). Pourtant, cet objectif de 400 kilos est modeste comparé aux normes internationales.

Quoiqu'il en soit, la passivité actuelle



28) Voir *The Economist*, 10 février 1990.

29) *China Newsletter* n° 85, 1990, p. 3.

30) "La crise chinoise", *Monde Diplomatique*, décembre 1988.

31) C. Aubert, "La crise agricole en Chine", *Le Courrier des pays de l'Est*, La Documentation française, novembre 1989.

32) *China News Analysis*, Hong Kong, 1er janvier 1990, p. 4 et suivantes, *Remin Ribao* du 22 octobre 1990.

33) *China Daily* du 17 mars 1990.

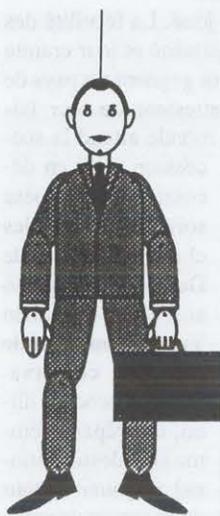
34) *Inside China Mainland*, mars 1990, p. 9.

35) *FEER* du 11 janvier 1990.

# Les ratés du “modèle”

Le ministre des Finances sortant, un dirigeant social-démocrate, entre au conseil d'administration de la plus grande compagnie suédoise, Volvo. Les manifestations du 1er Mai 1990 ne rassemblent qu'environ la moitié de leurs participants “habituels”. Le plus grand syndicat de l'Europe du Nord, le Syndicat des travailleurs municipaux de Stockholm, fort de 50 000 membres, refuse de conserver son affiliation au Parti social-démocrate et exige la démission du président de la Confédération nationale des syndicats (*Lands Organisasjonen* — LO). Le gouvernement prépare une nouvelle loi pour protéger six des officiers de police très haut placés poursuivis pour l'arrestation illégale de réfugiés kurdes et palestiniens et cet arrêté n'est retiré qu'à la suite d'importantes protestations d'experts. Les députés s'octroient une augmentation salariale de 20 % alors que, dans le même temps, le pouvoir d'achat d'un ménage moyen de travailleurs a chuté de 16 200 couronnes par an depuis 1976 (environ 2 700 dollars).

Voici quelques aperçus de la Suède en ce mois de mai 1990 qui dépeignent un climat social et politique en voie de changement, pour ne pas dire en crise.



CETTE CRISE constitue sans aucun doute une surprise pour beaucoup de gens à l'étranger qui ont toujours entendu dire que la Suède était un exemple de développement social harmonieux. Le “modèle suédois” s'exporte actuellement de la Pologne à l'Etat espagnol, des Pays baltes à la Nouvelle-Zélande !

Ce “modèle” est généralement présenté comme un système produisant un niveau de vie élevé et des garanties sociales, avec un pacte social entre le gouvernement, la grande industrie, et des syndicats qui jouissent d'une forte influence sans avoir recours aux grèves. Et c'est vrai.

Il faut donc revenir sur ce fameux modèle tel qu'il a existé et tel qu'il se perpétue dans certains domaines car ceux qui en vantent les mérites ont tendance à oublier un point essentiel : il a été construit dans des conditions historiques très particulières autant pour les capitalistes que pour le mouvement ouvrier suédois.

Pour comprendre les spécificités historiques de la Suède, il faut revenir à la fondation du Parti social-démocrate (SAP) en 1889. Même s'il s'est créé sur le principe de la “lutte des classes”, il a été influencé par l'aile révisionniste du Parti social-démocrate allemand (SPD) depuis ses origines. Dès 1886, son dirigeant, Hjalmar Branting, déclarait que les élections parlementaires pourraient remplacer la révolution dans la prise du pouvoir.

## Maria SUNDVALL \*

La classe ouvrière suédoise de cette époque était jeune, récemment immigrée depuis les campagnes et augmentait rapidement (50 000 ouvriers industriels vers 1830, 265 000 en 1900) ; inexpérimentée, elle est entrée massivement dans les syndicats qui, très vite, sont devenus extrêmement centralisés. Une couche d'intellectuels venant des cercles libéraux dont Branting lui-même, a rejoint ces syndicats.

### Une histoire de trahisons

Deux facteurs — la croissance rapide et la centralisation, l'influence des intellectuels bourgeois et petits bourgeois — ont facilité une bureaucratisation précoce du Parti social-démocrate et des syndicats et favorisé également le développement de l'influence réformiste.

Cette bureaucratisation a engendré un renforcement de la ligne de la collaboration de classes — sur le terrain politique — et un affaiblissement du contrôle des travailleurs sur leurs propres organisations. Ce cheminement a connu plusieurs phases.

● En 1906, la Confédération nationale suédoise (LO) signa le “compromis

de décembre” avec l'organisation patronale. Les travailleurs avaient ainsi le droit de signer des conventions collectives ; en échange, ils devaient accepter le fameux Article 23, permettant aux patrons d'embaucher et de licencier les ouvriers à leur guise ainsi que d'organiser le travail. Or, certains syndicats militants avaient déjà obtenu plus par des conventions locales (par exemple, la syndicalisation obligatoire pour tous les travailleurs) ; ce compromis donna lieu à des protestations, qui ne réussirent pourtant pas à faire modifier l'accord.

● En août 1909, LO appela à son corps défendant à la grève générale, alors que depuis plus d'une année les employeurs pratiquaient des diminutions de salaires et qu'ils avaient menacé de licencier 80 000 travailleurs ! Au bout d'un mois de grève, LO décida de briser la grève. La défaite était alors inévitable et, dans la période qui a suivi la grève, 20 000 personnes ont perdu leur emploi. De très nombreux militants radicaux ont été mis sur des listes noires et ont dû quitter le pays. Plusieurs milliers de syndicalistes très combattifs ont également quitté LO pour former la Fédération anarcho-syndicaliste. La moitié des adhérents de LO ont quitté cette confédération et la

\* Maria Sundvall est l'une des dirigeantes du Parti socialiste suédois, (SP, section suédoise de la IVe Internationale).

gauche du mouvement syndical s'est trouvée très affaiblie.

● En 1917, l'activité de masse a énormément augmenté, avec des grèves et des émeutes de la faim. En conséquence, les sociaux-démocrates sont entrés pour la première fois au gouvernement dans une coalition avec les libéraux. Quelques mois avant les élections, la même année, la gauche du SAP a fait une scission pour former ce qui devait devenir le Parti communiste (VKP).

A peine les ministres sociaux-démocrates étaient-ils entrés au gouvernement qu'ils passaient des compromis avec les libéraux sur le suffrage universel, qui était l'une des revendications les plus pressantes du mouvement de masse.

● En 1928, a été adoptée une loi sur la négociation collective qui a beaucoup limité le droit de grève par l'introduction de la dénommée "limitation de paix". Ce texte interdit les grèves dès que la convention collective centrale est signée.

● En 1938, LO et les patrons ont signé l'"Accord de Saltsjöbaden" qui établit un ensemble de dispositions pour régler les négociations et limiter les grèves. Cette voie a été poursuivie dans les années 30 et 40, aboutissant au fait qu'aujourd'hui il est presque impossible de faire grève légalement en Suède.

Dans chaque branche, la direction syndicale peut opposer son veto à toute grève. De plus, la direction centrale de LO, qui comprend quinze personnes, peut opposer son veto à toute grève touchant plus de 3 % des membres d'une branche.

### Quarante ans de social-démocratie

Le premier gouvernement social-démocrate a été formé en 1932 et le SAP est resté au gouvernement jusqu'en 1976 (avec de rares exceptions comme le gouvernement de coalition large durant la guerre et une alliance avec le Parti paysan dans les années 50). Durant cette période, la Suède s'est totalement transformée : l'ancien pays agricole est devenu une nation industrielle moderne. Un très vaste secteur public s'est construit, des réformes ont été introduites dans tous les domaines de la société et la richesse sociale a augmenté. Les sociaux-démocrates cla-



### Vers une entrée dans la CEE ?

La Suède n'est pas membre de la Communauté économique européenne (CEE), mais cela n'empêche pas le capitalisme suédois de se réorganiser rapidement en fonction des perspectives du "grand marché". Alors que les sociétés suédoises n'avaient investi que 4,1 milliards de couronnes dans la Communauté en 1985, ce montant s'est élevé à 25,8 milliards en 1988, soit 58 % du total des investissements suédois à l'étranger.

Le redéploiement des sociétés suédoises est rapide : en 1989, elles ont été au septième rang des acquisitions et fusions en Europe de l'Ouest, majoritairement en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas. Des sociétés comme ASEA, Tetra-Pak et IKEA ont décidé de déplacer leur siège social à l'étranger, afin d'accélérer le processus et de mieux maîtriser leur croissance hors du marché suédois trop restreint.

C'est dans ce cadre que s'est réalisé, début 1990, une alliance industrielle entre les entreprises automobiles Volvo (Suède) et Renault (France). Les deux sociétés sont ainsi à la recherche d'une stature mondiale aussi bien dans le domaine des camions que dans celui des voitures particulières. La première étape de cette alliance consiste en une coopération technique et commerciale dans tous leurs domaines d'activités. Les deux firmes veulent aussi rationaliser la recherche et la conception de nouveaux modèles ainsi que la gestion des moyens de production. A la veille de la réorganisation, Renault et Volvo employaient respectivement 213 700 et 79 000 personnes. ★



ment haut et fort que tout cela a été le produit de leur gestion éclairée.

Mais le fait que la Suède n'ait pas participé à la Seconde Guerre mondiale a, sans aucun doute, beaucoup plus pesé. Entre 1939 et 1945, les usines suédoises ont pu produire à plein régime pour les pays en guerre. Ensuite, elles ont pu concurrencer avantageusement les autres industries européennes ravagées par la guerre. Le capital suédois a donc pu tirer d'immenses bénéfices du boom industriel de l'après-guerre.

C'est durant cette période que le "modèle" suédois a pris forme. Un dirigeant social-démocrate a alors eu ce mot célèbre qui est devenu la principale référence des politiques sociales-démocrates suédoises : « *Ce qui est bon pour l'industrie est bon pour la Suède* ». Les sociaux-démocrates ont opté pour une alliance stable à long terme avec les secteurs les plus modernes du capital suédois — les compagnies produisant pour l'exportation — et leur ont donc cédé de nombreux avantages. La société a été restructurée dans le sens des intérêts de la grande industrie et des dizaines, voire même des centaines de milliers de travailleurs ont dû quitter leur foyer et leur région d'origine pour aller vivre dans les nouveaux centres de travail. Ils ont été remerciés avec des salaires qui augmentaient régulièrement, de meilleurs logements et une meilleure édu-

cation pour leurs enfants. Ces "récompenses" semblaient être le fruit du travail parlementaire du SAP, en collaboration avec la grande industrie et que les travailleurs aient recours aux méthodes de la lutte des classes.

Ce développement "pacifique", ainsi que le degré de bureaucratisme et de centralisation déjà extrêmement élevé, ont contribué à vider de tout contenu la vie du mouvement ouvrier. Aujourd'hui, les sections du SAP n'ont, en pratique aucune activité militante ; et, en général, seuls quelques rares adhérents participent aux réunions syndicales, même dans les grandes usines. Le fossé entre les dirigeants des travailleurs et leur base s'est creusé de plus en plus. L'actuel président de LO, par exemple, touche un salaire de 500 000 couronnes par an — or l'adhérent moyen en gagne environ 140 000.

### Nouvelle gauche

Dans les années 60, on a assisté à une vague de radicalisation de la jeunesse et à la formation d'une "nouvelle gauche" en Suède — qui se regroupait souvent plus autour de questions de solidarité internationale que sur la base d'une critique acérée de la société de classe du pays. Ses militants étaient issus des classes moyennes et elle n'avait qu'une très petite base dans le mouvement ouvrier traditionnel.

Pour cette nouvelle gauche, les rapports avec la social-démocratie sont devenus une question clé et elle a souvent na-

vigüé entre des attitudes sectaires et des positions opportunistes. Mais les différentes nouvelles organisations de gauche déclareraient toutes que la social-démocratie ne pouvait pas être réformée car elle avait fait le choix historique de servir les intérêts du grand capital. Ce choix était viable à l'époque du boom économique mais devait inévitablement connaître une crise en période de stagnation capitaliste ; dans une telle situation, le SAP ne serait pas capable de modifier ses orientations fondamentales.

C'est exactement ce qui se passe aujourd'hui. En 1976, les sociaux-démocrates ont perdu les élections au moment où la crise croissante de l'industrie suédoise traditionnelle allait s'amplifiant (mines, chantiers navals, industrie textile, etc.) et où le chômage augmentait.

Six ans plus tard, en 1982, le SAP est revenu au gouvernement après une période de mécontentement ouvrier croissant face au gouvernement bourgeois et à ses plans d'austérité. La première mesure du gouvernement social-démocrate a été de dévaluer la couronne de 16 % ; cette mesure de rigueur drastique dépassait tout ce que les gouvernements bourgeois auraient osé faire !

Les sociaux-démocrates ont déclaré avoir choisi une "troisième voie" qui évitait le double écueil de l'inflation et du chômage. Le message fondamental de la "troisième voie", adressé aux travailleurs, disait en substance : « *Le pays a été mal géré par les gouvernements bourgeois. Nous devons réparer tout cela et remettre l'industrie en état de marche. Or cela ne se fera que si nous permettons l'augmentation des profits. Et donc, vous, les travailleurs, vous devrez attendre quelques années avant que les choses aillent mieux, pour recevoir votre part* ».

Au départ, les gens étaient réellement prêts à avaler cette pilule amère. Les liens traditionnels étroits, qui existaient entre

les syndicats dirigés par la social-démocratie et le gouvernement, en étaient la garantie.

### Echec de la "troisième voie"

Mais la "troisième voie" a montré rapidement qu'elle ne pouvait conduire ni à des investissements plus nombreux ni à une activité économique florissante ; elle ne faisait qu'encourager une économie spéculative improductive et une redistribution massive du revenu du secteur public et des salaires les plus bas aux banques, aux compagnies privées et aux 10 % des Suédois les plus riches.

Comme l'a énoncé un syndicaliste radical, il y a quelques années : « *La troisième voie s'est transformée en cul-de-sac pour les travailleurs et en autoroute pour les capitalistes* » ! Le magazine financier britannique, *The Economist*, a même porté aux nues la politique économique suédoise en la décrivant comme plus "thatchérienne" que celle de la Dame de fer !

Ce tournant droitier des politiques sociales-démocrates ne s'est pas manifesté uniquement dans le domaine économique. Le gouvernement a aussi décidé de restreindre le droit d'asile — tout en favorisant les propositions des industriels pour faire venir des travailleurs originaires des Pays baltes ! Le gouvernement a décidé de construire une nouvelle autoroute à côté de Göteborg et un pont au-dessus du détroit qui sépare la Suède du Danemark ; il prenait ainsi le parti de Volvo contre le puissant mouvement d'opinion publique (même au sein du Parti social-démocrate) qui exigeait une

réduction du trafic automobile et de la pollution.

Le SAP déclare aujourd'hui que la Suède ne peut pas entrer dans le Marché commun, compte tenu de sa neutralité traditionnelle mais, dans le même temps, il collabore avec les partis bourgeois et l'industrie pour que, petit à petit, la législation suédoise corresponde, de fait, aux critères d'entrée dans la Communauté économique européenne (CEE). Une série de nouvelles décisions et de projets de lois qui restreignent les libertés civiles et les droits démocratiques a aussi été prise.

Nous avons assisté à une lente reprise des réactions de la classe ouvrière face à cette politique, marquée par la première "Rébellion de Dala" en 1985 (1) — ce mouvement est parti des militants de base des syndicats qui, durant ces dernières années, ont mené des campagnes contre la redistribution

injuste des profits et en faveur d'augmentations salariales plus importantes. Début 1989, la "Rébellion de Dala" a organisé sa dernière réunion avec 500 syndicalistes de tout le pays.

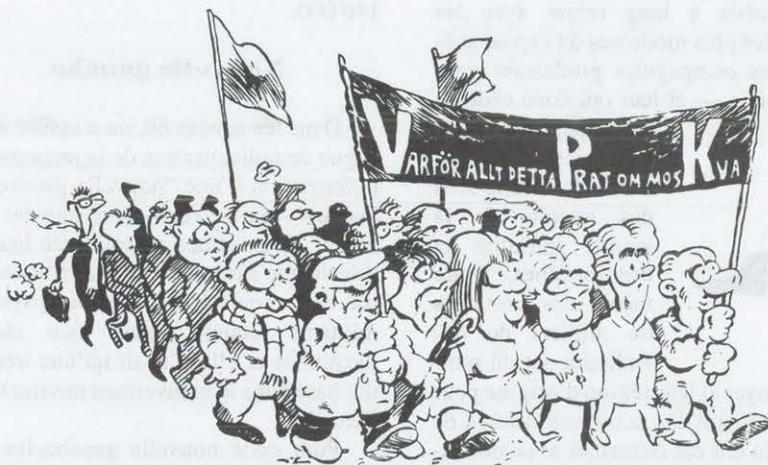
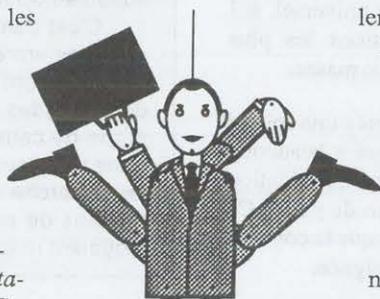
Il y a également eu des mobilisations contre le projet de nouvelle autoroute, et des protestations massives contre les restrictions récentes de la politique d'immigration — des veillées se sont déroulées pendant des mois dans des églises de tout le pays ; on a aussi assisté à quelques grèves longues et militantes, par exemple dans l'une des usines automobile SAAB.

Mais la situation a davantage été marquée par un mécontentement passif que par des protestations actives — il s'est exprimé, par exemple, lors des élections de 1988 où le SAP a perdu 200 000 électeurs et où 900 000 autres se sont abstenus.

### L'explosion de colère

Mais, rien de tout cela ne peut être comparé à l'explosion de colère et de mécontentement du printemps 1990. Début février 1990, le gouvernement social-démocrate a proposé un plan prévoyant le gel des salaires et l'interdiction des grèves. Ces mesures ont été annoncées juste au moment où les employés municipaux — les premières victimes des dernières dix années d'austérité — mena-

1) Il s'agit d'un mouvement de syndicalistes contre le gouvernement. En 1520, la "Rébellion de Dala" fut un soulèvement de la petite noblesse et des paysans qui amena le roi Gustav Erickson sur le trône de Suède. En 1531, une autre rébellion, partie aussi de Dala, chassa ce même roi.



Sur la banderole : « *Qu'est-ce que tout ce bruit à propos de Moscou* ». Caricature issue d'*Internationalen*, revue du Parti socialiste (SP) suédois.

çaient de se mettre en grève pour leurs salaires.

La riposte a été immédiate et spontanée : courtes grèves de protestations ; milliers de travailleurs quittant le SAP ; sections des grands syndicats arrêtant immédiatement toute contribution financière au SAP ; multiples appels pour que le dirigeant de LO, Stig Malm (qui avait accepté l'interdiction du droit de grève !) démissionne. En moins d'une semaine, le gouvernement social-démocrate a fait machine arrière et retiré l'interdiction des grèves (qui, de toutes façons, étant données les restrictions "normales" du droit de grève, représentait une provocation superflue).

### Nouvelles attaques

Le Parlement a, y compris, refusé de voter la nouvelle proposition (même si le Parti communiste — VKP — a longtemps hésité avant d'abandonner sa ligne traditionnelle de compromis avec la social-démocratie) et le gouvernement a rebroussé chemin... avant de proposer quasiment la même chose la semaine suivante — la seule différence étant que le ministre des Finances et futur membre du conseil d'administration de Volvo, Kjell-Olof Feldt, avait démissionné entre temps. Le gouvernement a mis en place un nouveau plan d'austérité, avec l'appui du Parti du peuple, libéral ; il est moins provocateur que le précédent mais frappe cependant très gravement les intérêts des travailleurs ; combiné à la nouvelle réforme fiscale, votée à l'automne 1989, il devrait conduire à un accroissement des inégalités.

La crise aiguë est passée, mais la social-démocratie ne peut plus se sentir en sécurité. Des sondages d'opinion indiquent qu'un nombre croissant d'électeurs — environ 17 % — ne sait pas pour qui voter, et le VKP grimpe dans les sondages — presque 9 % alors qu'il n'avait eu que 6 % aux dernières élections.

Pour la première fois, le mécontentement se traduit sur le terrain politique et a débouché sur la constitution d'un nouveau parti des travailleurs, la Liste des travailleurs, à la fin mai 1990, qui regroupe environ 2 000 membres.

La Liste des travailleurs s'adresse aux salariés sociaux-démocrates frustrés par la politique de redistribution du revenu et réunit quelques uns des plus importants porte-parole de la "Rébellion de Dala". Un récent sondage d'opinion a indiqué que près de 26 % des

travailleurs envisageaient de voter pour la cette liste ! Ceci indique que de nombreux salariés considèrent cette organisation comme une alternative à gauche.

Mais la Liste des travailleurs présente également des faiblesses : son absence de clarté programmatique sur de nombreuses questions et ses rapports avec les autres courants de gauche. Elle a, jusqu'à présent, pris ses distances avec le VKP, ne voulant pas être assimilée au "communisme en déclin" ; mais, en réalité, leurs différences sur les grandes questions sont réduites. Le congrès de la Liste des travailleurs a également pris une position hésitante concernant une possible alliance électorale pour les élections générales de 1991, à laquelle s'opposaient surtout les militants issus de la social-démocratie.

Le Parti socialiste (SP, section suédoise de la IVe Internationale) a expliqué qu'un nouveau parti des travailleurs ne pouvait se former que par le regroupement de différents courants, à partir d'une collaboration pratique sur les lieux de travail et dans les luttes syndicales. Le SP a aussi défendu l'idée que le nouveau parti devait être une structure ouverte et devenir un lieu d'échanges de traditions, d'organisations et d'individus différents. Plusieurs membres du SP ont également participé à la formation de sections locales de la Liste des travailleurs et ont été élus délégués à son congrès, mais il leur a cependant été interdit d'y participer — bien que celui-ci ait décidé que la double appartenance serait permise pendant une courte période de transition.

Le VKP a aussi été affecté par les changements actuels du climat politique. Ce parti était eurocommuniste avant l'heure, mais il n'a jamais réussi à couper tous ses liens avec les bureaucraties de l'Est — et encore moins à tirer les conclusions nécessaires pour la construction du socialisme. Après avoir bâti sa légitimité sur sa capacité à établir des accords parlementaires avec la social-démocratie, il a été frappé par la crise du SAP. Un nombre croissant d'électeurs et de membres du Parti ont remis en question l'accord du VKP

pour l'augmentation des impôts, pour la réduction des budgets publics que sa direction avait rapidement acceptés. Le Parti a perdu 6 000 membres durant les années 80 et aujourd'hui, il en compte un peu moins de 13 000. Sa composition so-

ciala a changé : il est aujourd'hui dominé par des employés du secteur public qui ont de hauts salaires et n'a quasiment aucune implantation dans les entreprises. Il traverse une grave crise financière et politique.

Le VKP a tenu son congrès entre les 23 et 26 mai 1990. A la suite d'une réunion, qui s'était tenue au début du printemps 1990, avec des représentants du VKP, du SP, de la Liste des travailleurs et des syndicalistes indépendants, la direction du Parti a proposé une alliance électorale à ces militants. Cette proposition visait aussi à établir un compromis, au sein du VKP, entre les "rénovateurs" — désirant modifier le nom du Parti — et les "traditionalistes" — voulant garder le "K" — pour ne pas couper ses liens avec le stalinisme, ou pour arrêter la social-démocratisation du Parti.

Dans son discours d'ouverture, le président du VKP, Lars Werner, a choisi d'appuyer le compromis de la direction et d'opter pour un "renouveau" plus rapide et un changement de nom. Avec l'appui d'une minorité du congrès (136 votes pour, 133 contre et 4 abstentions), le VKP a adopté le nom de "Parti de gauche".

### Vers l'unité ?

L'intention du VKP de chercher des alliances plus larges et des unions électorales a été abandonnée et s'est perdue dans la bagarre interne ! Après coup, certains dirigeants du VKP — d'ailleurs restés en retrait durant les débats — ont essayé de minimiser l'importance de cette décision, n'écartant pas l'éventualité d'une alliance électorale.

Mais il est certain que cette position, comme celle de la Liste des travailleurs, compliquera les choses pour tous ceux qui voudraient que la gauche agisse unie durant la période à venir.

L'activité de masse large a certainement connu un reflux ces dernières années ; les gens n'étaient sûrement pas satisfaits des politiques appliquées, mais il existait une absence totale d'alternatives réelles et crédibles à la social-démocratie.

Aujourd'hui, nous assistons à une petite remontée des luttes, mais l'impératif de renforcer l'unité sous toutes ses formes demeure. ★

Stockholm, mai 1990



# Le coup de grisou

COMME nous l'avions souligné dans notre commentaire sur les élections (voir *InpreCOR* n° 310 du 1er juin 1990), la Roumanie est, avec la Bulgarie, le pays d'Europe orientale où il existe la plus grande continuité par rapport à l'ancien régime. Les résultats électoraux n'ont fait que refléter une telle situation : ils ont confirmé, y compris au niveau gouvernemental, l'hégémonie d'un front qui est très différent des partis ou des coalitions qui gouvernent actuellement en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne et en République démocratique allemande.

Les forces favorables à la restauration — battues à des élections dont, rappelons-le, la quasi totalité des observateurs internationaux ont reconnu la légitimité — ne sont visiblement pas prêtes à accepter passivement un tel résultat. Le mouvement des étudiants ou certains groupes d'intellectuels, inspirés par la volonté légitime d'imposer une démocratisation plus conséquente et une mise à l'écart plus radicale des responsables de l'époque de Ceausescu, le sont encore moins.

## Le rôle de l'opposition

Les informations dont nous disposons autorisent l'hypothèse de divergences d'orientation au sein des forces de l'opposition. Ceux qui ont poussé à l'occupation prolongée de la place de l'Université et aux manifestations qui l'ont accompagnée, n'acceptent pas le rapport de forces issu des élections, et espèrent le changer très rapidement en radicalisant leur base ; ils misent sur des affrontements à court terme.

D'autres, dont des représentants des partis minoritaires au Parlement, auraient une perspective différente. Radu Campeanu, leader du Parti national-libéral, principal formation d'opposition, a déclaré dans une interview après les événements : « Nous allons jouer notre rôle d'opposition. Ce sera une opposition ferme, non systématique, constructive. Nous voulons contribuer au développement de la Rou-

manie » (*Il Corriere della Sera*, 19 juin 1990). Un autre dirigeant de ce parti a expliqué que les choses changeront assez vite et que l'opposition gagnera les prochaines élections.

## Livio MAITAN

Il semble que des divergences existent également parmi les dirigeants du Front de salut national (FSN), au pouvoir. Le président récemment élu, Ion Iliescu, et le Premier ministre, Petre Roman, ont fait des déclarations d'une tonalité relativement différente ; des contingents de l'armée et de la police auraient adopté une attitude laxiste ou auraient même refusé d'intervenir contre les manifestants (c'est l'argument que "des" porte-parole du gouvernement ont avancé pour justifier l'appel aux mineurs).

Contre les manifestations et l'occupation de la place de l'Université, le pouvoir a employé des méthodes bureaucratiques classiques. Face à une attaque de forces qu'on considère hostiles, on peut légitimement appeler ses propres partisans à manifester. Mais l'utilisation de mineurs comme groupes de choc dans des actions de répression est un procédé indigne qui renvoie à une conception inacceptable du rôle que devraient jouer les travailleurs considérés comme les plus fidèles.

De leur côté, les gouvernements capitalistes d'Europe et des Etats-Unis ne cachent pas leur désir d'avoir, en Roumanie aussi, des interlocuteurs disposés à les

aider à développer leur offensive économique et politique, en prônant l'introduction de l'économie de marché sans restrictions, et l'instauration d'une "démocratie à l'occidentale". La situation actuelle en Roumanie, qui n'est pas encore totalement stabilisée, est loin de les satisfaire. Ils font et ils feront tout ce qu'ils peuvent pour contribuer, directement ou indirectement, à la changer.

Les récents événements de Roumanie ont déclenché une nouvelle campagne anti-communiste des médias bourgeois internationaux et amené une série de gouvernements à proclamer des condamnations indignées et même à suspendre des négociations économiques avec Bucarest. L'hypocrisie de tels agissements se passe de commentaires. Les très démocratiques gouvernements d'Europe occidentale et des Etats-Unis n'auraient pas agi autrement si des manifestants hostiles avaient occupé une place centrale de leur capitale pendant des semaines, y compris en période électorale.

Et pourquoi ces messieurs si vertueux, qui répugnent à l'idée d'"aider" économiquement la Roumanie, n'hésitent pas à relancer leurs affaires avec la Chine un an après le massacre de Tiananmen ?

Comme dans les autres pays d'Europe orientale, la bataille pour les droits démocratiques reste essentielle en Roumanie. Une démocratisation conséquente est parfaitement adaptée pour les besoins de la lutte nécessaire contre toute tentative de restauration du capitalisme et contre tout courant qui la prône. Dans cette lutte un rôle central appartient à la classe ouvrière et, dans le cas de la Roumanie, en premier lieu aux mineurs, qui ont été les protagonistes, ne l'oublions pas, des batailles les plus héroïques contre la dictature de Ceausescu. Ils doivent accomplir cette tâche non pas en matraquant des manifestants, mais en constituant leurs propres syndicats, partis indépendants et leurs organes d'auto-organisation à l'échelle de masse. ★

